PARTI SOCIALISTE – SFIO
Journée d'information du 9 mai 1971
Bondy

Sommaire

Le président (Maurice Coutrot) 1
Alain Savary 2
Gaston Defferre 3
Alain Savary 6
Le président 20
Merrien (Morbihan) 21
Perussel (Moselle) 22
Matray (Rhône) 23
Diaz (Loire-Atlantique) 25
Le président (Marcel Debarge) 26
Le Blet 26
Denecker 28
Delmas 30
Eledjan 31
Moscovici (Val de Marne) 32
Maurice Blanc (Savoie) 34
Guy Mollet 35
Coing-Boyat (Isère) 37
Guidoni 38
Dreyfus-Schmidt (Belfort) 42
Fichaut (Loir-et-Cher) 43
Taddéi (Somme) 46
Georges Sarre 49
Alain Savary 53

Séance du dimanche 9 mai 1971 (Matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Maurice Coutrot, assisté de Delautre (Ardennes), Bouget (Pyrénées-Atlantiques) et Revlon (Alpes-Hautes Provence).

Le président (Maurice Coutrot)

Mes camarades, en ouvrant la séance je voudrais me féliciter qu'après les élections municipales, ce soient encore des Socialistes qui vous accueillent dans cette ville de Bondy.

A vrai dire, nous n'avions pas tellement d'inquiétudes mais les résultats que nous avons obtenus après vingt-six ans de gestion municipale Socialiste sont très satisfaisants, puisque c'est avec 78,51% des voix que nous avons été élus dès le 1er tour.

Ces 26 ans de gestion, nous les avons remplis en appliquant constamment les

Coll. Fondation Jean-Jaurès

règles du Parti.
Nos réalisations sont basées sur les techniques Socialistes, elles sont nombreuses, elles correspondent à la fois aux besoins et à l'évolution d'une population et c'est toujours en puisant aux sources du Parti, disciplinés toujours à ses décisions, que nous avons pu obtenir ces résultats.
La journée d'aujourd'hui, à laquelle nous avons le plaisir de vous accueillir, est un prélude au Congrès de juin, congrès d'unification des forces Socialistes dans ce pays. Je pense que les discussions que nous aurons, seront extrêmement intéressantes et aussi réalistes qu'elles doivent l'être dans une telle circonstance.
Le Congrès de juin fera date dans la vie du Socialisme en France. Il faut que nous l'abordions avec l'esprit clair, la volonté d'aboutir, mais que nous gardions à notre disposition l'outil essentiel que doit être un Parti structuré, équipé, qui corresponde aux besoins des techniques modernes et qui puisse engager la population de ce pays tout entier dans la voie du Socialisme, dans le maximum de démocratie.
Je pense qu'aujourd'hui nous n'aurons pas à entendre uniquement des discours de congrès, mais que chaque militant qui interviendra dans la discussion, après que les rapports aient été présentés par Gaston Defferre et par Alain Savary, voudra bien aborder la tribune uniquement dans un esprit constructif et non pas, comme c'est trop souvent le cas dans nos congrès ou dans les assemblées du Parti, dans l'esprit de démolir ce qui a été préparé, parce qu'il y a bien sur des détails sur lesquels nous ne sommes pas toujours tous d'accord.
Je voudrais, avant de passer la parole à Alain Savary pour l'explication des travaux de la journée, puis à Gaston Defferre, excuser notre ami Antoine Courrière, président du groupe socialiste au Sénat, qui souffrant n'a pas pu venir aujourd'hui. Nous lui présentons nos vœux de rétablissement et souhaitons qu'il soit remis en bon état pour le Congrès du mois de juin.
Alain Savary, tu as la parole.
(Applaudissements)

Alain Savary

Camarades, je voudrais brièvement intervenir sur le sens et le but de cette journée nationale d'information.
Certains camarades ont pu s'étonner de cette procédure, qui ne correspond pas à quelque chose de statutaire, mais il est apparu au Comité directeur qu'il était nécessaire de réunir le plus grand nombre de militants et de responsables avant le Congrès de l'unité, et cela pour deux raisons :
D'abord, parce que nous ne serons pas en mesure de faire le compte-rendu statutaire, avec les sanctions qu'il devrait comporter, étant donné le calendrier et, d'autre part, nous aurions dû, conformément à nos statuts, avoir une Conférence nationale d'information préalable au congrès, pour étudier les diverses motions et textes présentés. Cela non plus n'est pas possible, mais nous avons proposé cette formule intermédiaire, à la fois pour permettre de faire un bilan, un rapport sur la situation du Parti, avant le congrès de l'unité – ceci est le premier objet de notre rencontre, d'où les rapports de Gaston Defferre et de moi-

même, Antoine Courrière étant, comme vient de vous le rappeler notre président, empêché – et ensuite pour préciser pour le Parti, les conditions dans lesquelles s'engage la préparation du Congrès de l'unité.
Les procédures sont toujours complexes et nous avons tous une volonté commune, c'est d'éviter que ce congrès d'unité conduise à des désordres ou à des malentendus et réveille des souvenirs que nous voulons laisser au passé.
C'est pourquoi je ferai, dans la deuxième partie de mon intervention tout à l'heure, un rappel des mesures telles qu'elles sont prévues, et également j'évoquerai les problèmes qui se posent encore. Il conviendra ensuite qu'il y ait la plus large explication, non seulement sur les problèmes de structures et de techniques de préparation du Congrès d'unité, mais également sur les problèmes que peut poser la préparation de ce Congrès d'unité et c'est pourquoi nous avons souhaité que cette journée nationale d'information se déroule, non pas à huis-clos, c'est un vilain mot, mais entre camarades, pour qu'il y ait la plus grande liberté d'expression, afin qu'il en sorte le maximum de clarté.
Bien entendu, il ne s'agit pas de faire un pré-congrès sur les options politiques, cela se déroulera dans les semaines qui nous séparent du mois de juin et nous ne sommes pas, comme le disait Coutrot, réunis pour tenir des discours de Congrès, mais pour procéder à la plus large confrontation et explication, à la fois sur la situation du Parti et également sur la préparation du Congrès d'unité.
Après les rapports introductifs, je pense qu'il conviendra de faire une brève suspension de séance, pour que s'inscrivent ceux qui veulent intervenir sur l'un ou l'autre sujet, situation du Parti, préparation du Congrès d'unité.
Je rappelle que cette journée est une journée d'information et qu'il n'y aura pas de vote à l'issue de notre réunion.
Camarades, je vous remercie.

Le président – Je donne la parole à Gaston Defferre.

Gaston Defferre

Camarades, je suis chargé de faire un rapport au nom de la fraction du Groupe parlementaire qui siège à l'Assemblée Nationale puisque, vous le savez, le Groupe parlementaire du Parti est un tout, qu'il comprend les députés et les sénateurs et il est normal que le Parti demande aux députés et aux sénateurs qui ne travaillent pas dans le même cadre, de faire un rapport séparément. C'est d'autant plus normal qu'au Sénat il n'y a jamais eu de groupe de la FGDS ; du fait des circonstances, des renouvellements électoraux, le groupe FGDS n'a jamais été créé au Sénat. Par contre, il existait à l'Assemblée Nationale en 1967, il existait en 68. Après la tourmente de 1968, un certain nombre de camarades, on peut dire des rescapés des élections, se sont retrouvés à l'Assemblée Nationale et ont formé le Groupe FGDS. Mais, très rapidement, le Parti ayant constaté, après les positions prises par d'autres formations politiques, que la FGDS n'existait plus, le Groupe FGDS a été dissout et nous avons constitué le Groupe Socialiste.
Ceci est du passé et j'espère que, dans un avenir prochain, avec le nouveau Parti,

nous pourrons constituer un groupe plus nombreux et plus puissant que celui qui siège actuellement au Palais Bourbon.
En ce qui concerne notre Groupe Socialiste, je veux résumer rapidement ses activités. Elles sont de différentes sortes :
D'abord, le Groupe lui-même se réunit chaque semaine, le mardi ; le Bureau du Groupe se réunit chaque semaine, le jeudi.
Nous déposons un certain nombre de propositions de lois, nous déposons un certain nombre d'amendements dans la discussion, nous participons aux débats. C'est ainsi que nous avons participé au débat qui a été engagé quand le Gouvernement a demandé un vote de confiance, au mois d'octobre 1970, et au débat de censure, quand nous avons déposé la motion de censure, en avril 1971, le Gouvernement ayant déclaré qu'il avait l'intention de faire une déclaration de politique générale qui ne serait pas suivie d'un vote. Nous l'avons fait parce que nous avons considéré que cela était contraire à l'esprit de la Constitution et que, par conséquent, il fallait que l'Assemblée se prononce.
Je tiens à dire aux camarades qui ont pu être surpris que nous ayons demandé cette motion de censure en sachant que nous n'obtiendrions qu'un résultat qui ferait apparaître la cohésion et l'importance de la majorité, que c'était une question de principe et que nous considérions qu'un tel débat ne devait pas se terminer sans que chaque député prenne individuellement ses responsabilités et, par la censure, nous avons indirectement obtenu ce résultat.
Nous avons déposé des projets de lois, des propositions de lois plus exactement, sur un certain nombre de sujets.
Nous avons participé à tous les débats qui ont été engagés sur les questions d'actualité et, là, on peut constater que malgré l'absentéisme, dont je parlerai tout à l'heure, pour terminer, dont j'expliquerai les raisons, notre Groupe a pris une part importante dans les questions d'actualité, puisque nous avons eu, sur le total des questions d'actualité qui ont été inscrites et discutées, 15% d'interventions, alors que notre Groupe représente 9% de l'Assemblée.
En ce qui concerne les questions orales sans débat, nous en avons fait inscrire 20% alors que, je le rappelle, notre Groupe ne représente que 9% et, dans les questions orales avec débat, 15%.
Nous avons, à part cela, participé à un certain nombre de débats qui nous ont paru être des débats importants et qui ont été provoqués par les camarades du Groupe socialiste à l'Assemblée Nationale, comme le débat sur le scandale de la Villette. C'est un débat qui a été provoqué par nous sur l'insistance du Groupe Socialiste, qui n'a peut-être pas eu, dans le pays, le retentissement qu'il aurait dû avoir, car je pense que, dans ce régime qui se présente sous le couvert de l'ordre moral, nous avons le devoir de dénoncer le véritable caractère du régime qui est un régime qui couvre beaucoup de malhonnêteté, beaucoup de trafics et l'Histoire de La Villette en est une illustration comme pourraient en être beaucoup de cas que l'on pourrait citer quand il s'agit notamment de la politique des promoteurs.
C'est nous qui avons fait inscrire le débat sur les fonctionnaires, à la suite de la question posée par un camarade. Le Gouvernement et le Groupe majoritaire à

l'Assemblée Nationale s'y étaient opposés. Nous avons fait savoir que nous déclarerions publiquement que le Gouvernement s'y opposait et, finalement, une date a été fixée.
C'est également nous qui avons fait fixer le débat sur l'Agriculture qui a eu lieu au Palais Bourbon.
En ce qui concerne nos rapports avec les autres formations politiques, nous avons des rapports qui ne sont pas statutaires, mais qui sont des rapports corrects avec les Radicaux, maintenant non inscrits, d'une part, avec les Communistes, d'autre part.
A propos des Communistes d'ailleurs, on assiste à un phénomène assez curieux. Alors qu'à la tribune de l'Assemblée Nationale, quand un ministre veut se tailler un succès, il se lance dans un couplet d'anti-Communisme, dans les couloirs de l'Assemblée, surtout quand c'était M. Frey qui était le représentant du Gouvernement auprès du Parlement – c'est moins vrai depuis que c'est M. Chirac, en tout cas c'est plus discret – il y avait beaucoup de colloques, beaucoup de discussions, presque une sorte de complicité entre le président du Groupe Communiste et le représentant du Gouvernement, et à la conférence des présidents, bien souvent, nous nous sommes trouvés seuls, le Groupe Communiste faisant le jeu du Gouvernement.
Reste maintenant, car je veux être très rapide, un problème qui est un problème très important qui est celui de 1'absentéisme.
Nous avons constaté, au Groupe parlementaire, que les camarades qui étaient présents étaient pratiquement toujours les mêmes. Nous sommes, en gros, sur 42, une quinzaine présents chaque semaine, à la réunion du Groupe, à la réunion du Bureau, certains camarades viennent de temps à autre, d'autres camarades ne viennent presque jamais, et la question qui se pose est celle de savoir à quoi cet absentéisme est dû ?
Nous en avons parlé à la réunion commune du Comité directeur et du Groupe parlementaire, il y a quelque temps.
Des explications nous ont été données par les camarades et on a vu là 2 thèses s'affronter et je pense que le Parti actuel et nouveau devront se prononcer sur ces deux thèses.
Les uns pensent qu'il est indispensable qu'un camarade qui est élu député consacre l'essentiel de son temps à son mandat de député, beaucoup plus qu'à un mandat local du Conseil général, ou de maire. Je dois d'ailleurs dire qu'il est possible d'être présent chaque semaine au Groupe parlementaire même quand on est maire d'une grande ville, comme c'est mon cas, mais un certain nombre de camarades considèrent qu'il vaut mieux pour le Parti ou pour eux-mêmes, qu'ils restent plus souvent dans leur circonscription, si bien qu'ils sont très souvent absents du Palais Bourbon.
Certains camarades insistent pour que nous luttions contre cet absentéisme, pour que nos camarades soient présents au Groupe parlementaire. D'autres camarades, au contraire, et ils vont mieux que moi exprimer leur pensée tout à l'heure à la tribune, s'ils le veulent, à cette réunion commune ont expliqué cet absentéisme en disant que c'était le système tel qu'il fonctionne qui provoquait

cet absentéisme et je dois reconnaître que c'est vrai, dans une grande mesure. En effet, les séances de l'Assemblée Nationale sont dépourvues de tout intérêt ; nous savons à l'avance que nous serons battus, nous savons à l'avance que nos amendements ne seront pas pris en considération, que même quand ils sont justifiés, ils sont repris sous une autre forme par la majorité et que nos amendements, à nous, sont très rarement acceptés et votés.
Il faudrait donc, je pense, que le Parti définisse de façon très claire ce que nous voulons, si nous considérons que les camarades qui sont députés doivent être présents, assidus, combatifs à l'Assemblée Nationale, dans les Commissions et en séances publiques ou si, au contraire, ils doivent refuser de se laisser enfermer dans le système tel qu'il est pratiqué actuellement, dans l'interprétation de la Constitution et qui est faite par le Gouvernement et par le Président de la République, et s'ils doivent s'abstenir de se laisser prendre à ce jeu.
C'est une question qui a été posée, je me refuse d'y répondre, et qui devra être tranchée.
En ce qui nous concerne, au Groupe parlementaire, et c'est par-là que je terminerai, il y a une règle, en tout cas, que nous avons tenu à appliquer, c'est la règle de la discipline du Groupe par rapport au Parti, – je dis bien "du Groupe", car un cas d'indiscipline s'est produit tout récemment, – et chaque fois qu'un problème politique se pose, chaque fois qu'une question déborde le cadre du Groupe parlementaire, le Groupe parlementaire en est dessaisi au profit du Bureau du Parti, ou au profit du Comité directeur et c'est ainsi que le Groupe parlementaire est resté dans son rôle et, à aucun moment – et je pense que Savary pourra le confirmer – n'a débordé son rôle de Groupe parlementaire, c'est-à-dire le rôle d'élus qui ne sont pas choisis pour définir la ligne politique du Parti.
Ces Parlementaires doivent être l'expression du Parti, doivent, à l'Assemblée Nationale comme au Sénat, exprimer les décisions politiques qui sont prises par le Parti. C'est au Parti qu'il revient de les prendre et c'est pourquoi j'ai posé la question de savoir, non seulement quel devait être le rôle des parlementaires dans le système actuel, mais quel devrait être leur rôle dans 1'avenir.
(Applaudissements)

Le président – La parole est maintenant à Alain Savary.

Alain Savary

Camarades, la première partie de mon intervention sera consacrée à la situation du Parti, et je vous prie de m'excuser si, parfois, j'entre dans des domaines austères et chiffrés, mais je pense qu'il est bon que vous ayez une vision aussi claire que possible de la situation.
Tout d'abord, les effectifs.
A la fin de 1971, les effectifs étaient de 31 500.

Plusieurs délégués – Il y a une erreur…

Alain Savary – Excusez-moi, 71 500.
En ce qui concerne la reprise des cartes, certains camarades se sont inquiétés du rythme de la reprise, en 1971 par rapport à 1970, et je veux répondre à cette question voire à cette inquiétude.
Il est exact qu'il n'y a pas, au mois de mai 1971, le même nombre de feuillets repris par rapport à 1970, mais je pense que cette différence est imputable aux taches que nos camarades ont accomplies dans le cadre des élections municipales, et qu'il y a un simple retard administratif, et non pas des implications politiques à cette affaire.
J'ajoute que si l'on voit un des postes du déficit le plus important, on s'aperçoit que c'est une fédération qui a, eu, dans ces dernières élections municipales, les résultats les plus brillants, et je crois donc pouvoir dire que ce déficit est un problème d'administration et non pas un problème politique.
Mais, je voudrais souligner les difficultés que nous rencontrons dans la tenue exacte des effectifs du Parti, non pas en ce qui concerne les feuillets et les timbres commandés – car je saisis cette occasion pour rendre hommage à la trésorerie, dont le caractère méticuleux et sérieux fait l'admiration de tout le monde, même si elle pose quelques problèmes parfois – par contre, je voudrais évoquer le problème des volets.
Sur 1970, il est rentré 30 900 volets, ce qui fait que nous sommes hors d'état de toucher l'ensemble des militants si le besoin s'en faisait sentir ; nous avons des problèmes et j'y reviendras tout à l'heure, par rapport à la presse, lorsque l'on veut envoyer aux militants l'exemplaire ou publication réservés à l'ensemble du Parti, nous ne pouvons le faire qu'à travers des fichiers anciens avec le degré d'inexactitude que, fatalement, ils comportent, ou alors avec le fichier de 1970, mais qui, je le répète, ne comporte que 30 900 volets retournés.
Camarades, c'est un problème grave dont il importerait que les Secrétaires fédéraux se convainquent, s'il y a des difficultés psychologiques, qu'on le dise, s'il v a des problèmes matériels, qu'on le dise, et il n'est pas possible de rester dans cette situation, d'autant plus que pour 1971, le nombre de volets rentrés est de 5 500.
Il semble donc que loin de progresser, on régresse, et je voudrais attirer avec beaucoup de gravité l'attention de l'assemblée sur ce point.
Voici en ce qui concerne la situation des effectifs.
Je voudrais maintenant reprendre certains points qui ont traduit la mise en place du Parti depuis 1969 et la manière dont les choses ont fonctionné.
Nous avons mis en place les organisations de JS et DS, avec des délais également qui étaient dus souvent à des problèmes administratifs, difficultés de connaître les jeunes en fonction des volets, également délais qui, eux, étaient raisonnés et dus à la volonté démocratique de faire en sorte que étudiants Socialistes et jeunesse Socialiste se constituent à partir de la base.
D'autre part, en ce qui concerne les organismes associés, je voudrais dire que le Bureau, dans sa dernière réunion, a passé avec 5 organismes associés, des contrats de prestations et de soutien – subventions non pas forfaitaires mais en fonction de services promis et dont nous savons qu'ils seront rendus –. Ces

contrats ont été passé avec le CEDEP, les Cercles Jean Jaurès, les Clubs Aeris (?), Louise Michel et l'OURS.
Je souligne ce point car nous y reviendrons, pour dire qu'à partir de nos structures telles qu'elles sont, il existe des moyens d'ouverture et de diversification, et que ces moyens n'ont pas été encore complètement exploités.
En ce qui concerne la presse, et c'est un souci permanent pour l'ensemble du Parti, les moyens dont nous disposons ont été regroupés dans une seule société d'édition, regroupés, matériellement, Boulevard Magenta, et dotée de nouveaux moyens d'investissement avec une machine off-set.
Nous avons tenu la publication quotidienne du Bulletin Socialiste grâce à l'aide statutaire des parlementaires, grâce à la cotisation prélevée sur chaque feuillet, et grâce aux abonnements, avec une mutation entre les anciens abonnés du Populaire, car nous avons assumé la dette que nous devions aux anciens abonnés du Populaire. Il y a eu une transformation de clientèle, et ce sont chaque jour davantage des cadres du Parti qui reçoivent après abonnement le Bulletin Socialiste.
Mais, je voudrais insister sur le fait qu'il nous apparaît qu'il devrait y avoir au moins par section un abonné dont le Secrétaire de section ; car c'est ainsi que chaque matin dans des conditions qui ne sont pas parfaites le message du Parti pourra parvenir au responsable.
La documentation Socialiste a connu une interruption temporaire et reparaît, et nous envisageons de la combiner avec l'ancienne Agence de Presse et de Liberté, parce que cette publication portait indûment le titre d'Agence de Presse, et la législation actuelle ne permet pas de lui conserver ce sigle. Nous avons donc l'intention de 1e fusionner avec la documentation pour parvenir à un tirage hebdomadaire.
Enfin, ceci n'est pas lié à la presse, le bulletin intérieur devrait, à notre avis, être vraiment le journal officiel du Parti, auquel il conviendrait de donner ce caractère et donc d'en assurer le service normal et gratuit, à l'ensemble des cadres et responsables du Parti.
Enfin, nous avons sorti, après une interruption de deux ans, le premier nouveau numéro de la Revue Socialiste. J'espère qu'elle sera mise en vente cette après midi dans les couloirs, et le 2ème numéro est en préparation. Là, aussi, nous avons à la fois une prévision et les moyens matériels de tenir cette prévision.
A propos de l'ouverture de la presse aux différents courants de pensée, le Bureau s'en est préoccupé, et c'est à travers la documentation que l'effort sera fait. En tout cas, et, d'ores et déjà, j'y reviendrai tout à l'heure, pour le prochain congrès, nous avons demandé à un certain nombre de camarades – 26, si j'ai bonne mémoire – d'écrire leur pensée et leurs propositions pour ce Congrès, dans une tribune libre, la documentation Socialiste ayant, d'ici le Congrès, un rythme hebdomadaire afin que le maximum de débats puissent s'instaurer au sein du Parti.
J'en viens maintenant au problème du Comité directeur, du Groupe parlementaire et des élus.
En ce qui concerne le Comité directeur, vous avez reçu, et cela, vous a été

distribué, la liste des présences à la fois au Comité directeur et au Bureau.
Je voudrais, à cet égard, souligner un point. Le Comité directeur du Parti s'est réuni le samedi au lieu du mercredi, ce qui était la pratique de l'ancienne SFIO.
Ceci pose semble-t-il, et même cela est certain, des problèmes à ceux de nos camarades qui ont des responsabilités municipales, et est l'explication d'absence pour un certain nombre d'entre eux.
C'est un débat qui a été ouvert au sein du Comité directeur, tranché par un vote ; il a fallu faire un choix entre des camarades en fonction de leurs responsabilités municipales, et d'autres qui, ayant des charges professionnelles, ne pourraient pas venir si le Comité directeur se tenait le mercredi. Le Comité directeur a opté en faveur des derniers, mais c'est une des explications du Bulletin de présences et d'absences qui vous a été remis, et je pense que le problème devra, être poursuivi dans 1'analyse.
La même chose se pose à propos de nos camarades parlementaires. Ils sont déjà peu nombreux au Comité directeur, en nombre, et je dis que, c'est un point de vue personnel que j'exprime, cela n'est pas bon. Les statuts ont prévu un chiffre maximum, ce qui est sage, mais entre le faible nombre de parlementaires qui siègent au Comité directeur et les dangers qui ont été évoqués, je retiens pour l'instant une participation insuffisante des élus au Comité directeur, et je crois qu'il faudra en tirer des conséquences lors du prochain congrès.
A travers ce problème, nous trouvons celui de l'absentéisme qui a été évoqué par Gaston Déferre, et qui a fait l'objet d'une discussion, d'une réunion commune du Groupe parlementaire et du Comité directeur.
Nos camarades parlementaires, pour certains, s'interrogent avec de très fortes raisons sur le rôle que le Parti souhaite leur voir jouer dans les contraintes de la Constitution actuelle, et surtout de l'usage qui en est fait par le Gouvernement.
Il faudra qu'à cet égare il y ait une position du Parti, car on ne peut pas s'en remettre au libre arbitre ou à la décision individuelle en ce cas, là aussi ou rencontre un absentéisme qui n'est pas bon.
Je voudrais dire que les relations entre le Comité directeur et le Groupe parlementaire ont été bonnes.
Il n'y a eu aucun problème politique qui se soit posé. Chaque fois que nos camarades parlementaires se sont trouvés devant une option, ayant des implications générales pour le Parti, ils ont soumis le cas au Comité Directeur et au Bureau, et les décisions ont été prises sans jamais poser aucun problème. Je veux le dire devant cette assemblée.
Mais, il a été évoqué un cas, un seul cas peut qui peut paraître d'indiscipline, à première et même à seconde vue, je veux dire que le Bureau d'hier a décidé – je suis chargé d'écrire en ce sens au Groupe parlementaire – de considérer que l'affaire d'un vote pour le moins surprenant dans le dernier débat sur la censure, n'était pas close.
En ce qui concerne les élus municipaux, je ne parle pas des élections, j'y reviendrai tout à l'heure, nous estimons qu'un gros effort s'impose pour développer l'influence ou Parti à travers ces élus municipaux.
Le Parti se trouve avec une force d'élus considérable qui en fait la première du

Pays, mais l'organisation laisse à désirer et place les camarades élus municipaux dans des hésitations face aux différents groupements d'élus municipaux.
A cet égard, je voudrais préciser que le Comité directeur a confirmé que puisqu'il existait un groupement des élus municipaux Socialistes, même si dans le passé les camarades avaient participé à la fédération nationale des élus républicains, la place des Socialistes était aujourd'hui dans une association socialiste.
Ceci impose en retour que ce groupement fonctionne mieux qu'il ne le fait, et fournisse aux élus les prestations de renseignements qu'ils sont en droit d'attendre, et fasse véritablement de ce groupement un groupement actif à travers lequel l'expression des positions du Parti pourra passer, et c'est pourquoi il a été prévu qu'à l'occasion du Congrès des maires, il y ait une réunion des maires présents le 28 mai au soir, pour établir l'ordre du jour et la date d'une réunion nationale des élus municipaux qui se tiendrait à l'automne, c'est-à-dire fin septembre ou début octobre.
Camarades, il reste encore pour rendre compte de la vie intérieure du Parti, à examiner plusieurs autres points.
D'abord, les rapports du siège avec les fédérations.
Là aussi, il n'y a pas eu de problème de principe, mais il n'y a pas eu une vie suffisante, et je voudrais citer deux cas, j'y reviendrai tout à l'heure, à propos des municipales. Nous avons demandé aux fédérations de nous donner leur analyse et les résultats des élections municipales. Il y a eu 39 réponses.
Nous avons demandé, en matière de presse, afin de tenter un effort de rationalisation et d'aide à la, presse fédérale, qu'on réponde à un questionnaire aussi simple que possible. Il y a eu 45 réponses.
Je pourrais continuer les énumérations et dire le rapport entre les questions posées et les réponses reçues.
C'est pourquoi, à cet égard, lorsque l'on parle de décentralisation accentuée par rapport à ce qui existe, je me demande ce qui resterait du Parti si l'on devait aller au-delà d'une situation qui, en fait, correspond beaucoup plus à une confédération de fédérations, qu'à un véritable Parti unitaire.
J'y reviendrai tout à l'heure à propos de structures.
Je vous dirai un mot du budget. Camarades, nous l'avons préparé, il est exécuté dans le cadre des prévisions, et aucune mauvaise surprise n'est à attendre. Mais, là aussi, je voudrais souligner que nous fonctionnons avec un budget de 2 millions par an, et si on rapporte ce chiffre à certaines municipalités de 4 ou 5 000 habitants, on voit que nous sommes au-dessous d'un budget d'une municipalité de ce type, et que l'on ne peut pas attendre, avec un tel budget, des résultats qui soient à l'échelle des ambitions qui sont les nôtres et des devoirs qui sont les nôtres.
C'est un problème sur lequel il faudra également se pencher car lorsqu'on parle – et j'y insiste maintenant – d'appareils, de bureaucratie, je voudrais que l'on analyse ce budget, et voir ce qu'il y a de véritablement permanent par rapport aux organisations. En fait, et sans mauvais jeu de mot, lorsqu'on parle siège avec même les fédérations, on s'aperçoit – heureusement qu'il n'y a pas

affrontement – que c'est vraiment le pot de terre face au pot de fer.
Ce point est important parce que, dans l'avenir, nous ne pourrons rien faire s'il n'y a pas des moyens mis à la disposition du Parti : fonctionnement démocratique, certes contrôle, mais également moyens sans lesquels rien n'est possible.
A cet égard, dans la vision que nous devons avoir, il est certain que se posera le problème, évoqué à la réunion commune, du rôle des parlementaires dans le Parti.
On leur demande beaucoup sur le plan local. Ils ont beaucoup à faire à l'Assemblée Nationale ou au Sénat, mais, en fait, les conditions de travail – et ce n'est un jugement à l'endroit de personne, mais une constatation – ont été telles qu'ils ne sont pas à la disposition du Parti pour les taches d'intérêt général pour le Parti.
Je n'ai pas voulu, car cela aurait paru un jugement de valeur, faire l'inventaire des réunions que les parlementaires ont tenues en dehors de leur fédération. Nous touchons là un double problème : un problème de structure, un problème d'option et également un problème d'état d'esprit dont je dis tout de suite qu'ils ne sont pas les responsables, mais que nous avons à analyser ensemble si nous voulons que cela change.
C'est un des points où l'action des responsables et la direction du Parti n'a pas été, là je le dis, à la mesure des devoirs que nous aurions eu à accomplir.
Un autre domaine où les résultats ne sont pas ceux que le Parti était en droit d'attendre au lendemain du Congrès d'Issy-les-Moulineaux, ce sont les campagnes d'action.
Cela a pour cause le problème que je viens d'évoquer, car les campagnes d'action avec qui les faire ?
Certes, d'abord avec les militants. Là aussi, interrogeons-nous sur l'aptitude et la volonté des fédérations de mener des campagnes d'action qui soient autres que des réunions ; dans certains domaines, à propos du CNAL, par exemple, le Parti a fait ce qu'il devait et l'a fait largement, mais nous devrions pouvoir organiser des campagnes au nom propre du Parti à condition qu'il y ait à la fois moyens et volonté, et ceci, cette carence conduit à des problèmes, j'en voudrais citer un : je prends le problème du Vietnam.
Le Parti a demandé à ses fédérations et à ses militants de ne pas s'associer aux campagnes organisées par le Mouvement de la paix. Il a maintenu sa position, parce que, à la fois, sur le fond des solutions préconisées par le Mouvement de la Paix, il n'y avait pas convergence, mais aussi parce que le Mouvement de la Paix, pour l'ensemble des problèmes de la paix mondiale, n'a pas les positions qui sont les nôtres.
Mais pour que cette position du Parti ait son plein sens, il aurait fallu qu'en dehors des positions sérieuses élaborées par le Comité directeur et le Bureau, il puisse y avoir une traduction physique populaire et d'action de la position du Parti.
Cela n'a pas été le cas et il importe que dans un proche avenir nous soyons en état de changer à cet égard.

Collection Fondation Jean Jaurès

Camarades, dans la mission que le Congrès d'Issy-les-Moulineaux avait confiée au Comité directeur, il y avait deux points que je voudrais évoquer, l'un pour le rappeler rapidement, le citer simplement : l'élaboration du plan d'action. Cela a été fait à Epinay, vous y étiez pour la plupart, je n'y reviens pas. Mais il y avait également le problème de la mise au point du programme.

Certes, dans certains domaines, les responsables sectoriels du Comité directeur, en liaison avec les parlementaires, ou les Commissions parlementaires, ont paré au plus pressé, mais, pour l'ensemble, un travail a été accompli qui est l'actualisation du programme, et si le Congrès de juin, à Epinay, n'avait pas le caractère qu'il a, nous aurions été en mesure de présenter la révision programmatique préparée par le Parti.

D'un commun accord, au Comité directeur et au Bureau, nous avons pensé qu'il n'était pas possible de charger l'ordre du jour de ce Congrès d'unité au risque de tout mal faire. Mais je puis vous dire qu'à partir du travail des responsables sectoriels et des commissions qu'ils animent, les fédérations recevront dans les prochaines semaines les résultats de ce travail sous la forme d'un dossier programmatique. Il leur appartiendra de provoquer sur ce dossier les réactions des Commissions spécialisées fédérales, afin qu'une assise de l'automne puisse prendre, au nom du Parti tout entier, les décisions qui s'imposent.

De même, a été mis en chantier, conformément aux décisions du Congrès d'Epinay, le plan d'action Socialiste en milieu rural. Les documents préparatoires sont prêts et ils seront adressés aux fédérations en même temps que le dossier programmatique, dans le même but : permettre aux militants de faire part des observations, des propositions qu'ils leur inspirent, de manière à pouvoir diffuser dans le Parti, au début de l'automne, un projet de plan d'action Socialiste en milieu rural qui soit nourri des réflexions du plus grand nombre de militants et sur lequel le Parti devra se prononcer d'ici la fin de l'année.

Je voudrais ajouter que dans ce travail programmatique, nous avons tenu compte de la préparation du Congrès d'unité et c'est pourquoi nous avons constitué deux groupes de travail : un du Parti Socialiste et un de la Convention, qui, ensemble, ont travaillé à voir ce qu'il y avait de semblable entre le plan d'action Socialiste et le contrat Socialiste de la Convention, afin que nous ne nous trouvions pas avec des décalages.

Ce dossier est également prêt. Il comporte de très nombreuses similitudes, quelques divergences, mais les très nombreuses similitudes permettent d'affirmer que nous avons pratiquement suivi, pour l'essentiel, la même voie et qu'en ce domaine tout au moins, l'unité se fera dans de bonnes conditions.

Camarades, deux remarques maintenant concernant la vie du Parti en matière électorale.

Nous avons affronté depuis le Congrès d'Issy-les-Moulineaux deux épreuves : celle de mars 1970, concernant les élections dans les cantons renouvelables et les élections municipales.

En ce qui concerne les élections cantonales, je voudrais vous rappeler que le Parti a présenté 627 candidats pour 426 cantons renouvelables. Je devrais dire qu'il n'a présenté que 624 candidats pour 426 cantons renouvelables. Ceci est

aussi grave et il importe de faire en sorte que pour les prochaines élections, de quelque nature, que ce soit, le Parti soit présent, sinon partout, du moins presque partout et que si tel n'était pas le cas, les fédérations fournissent au Comité directeur les explications des raisons de ces absences.
Avec ses candidats, le Parti présentant 271 sortants a eu 135 élus au premier tour, 137 au second tour, soit au total 272. Il a perdu 20 sièges, il en a gagné 21. Le résultat est donc la stabilité, puisqu'il y a un siège de gagné.
Mais le total des voix obtenues est de près de 15% des voix, ce qui signifie que s'il avait été possible de faire un effort beaucoup plus large dans l'ensemble du pays, – je sais bien que là où vous avez présenté les candidats, c'est là où les chances étaient les meilleures – il est certain que notre pourcentage national aurait été augmenté certainement de plusieurs points, nous situation à parité avec n'importe quelle force politique de ce pays.
En ce qui concerne les élections municipales, et là, camarades, nous avions eu, à un moment, l'ambition de vous présenter un rapport personnel et original, mais cela n'est pas le cas, parce que les éléments d'information qui nous auraient été nécessaires ont fait défaut, et j'ai dit tout à l'heure la proportion de renseignements que nous avons sur les résultats dans les fédérations, ce qui nous met hors d'état de faire une analyse qui soit propre au Parti Socialiste, avec ses moyens propres et, à nouveau, je voudrais souligner et les raisons de cette carence et les gravités de cette carence.
Nous en sommes donc réduits à procéder à une analyse à partir des statistiques gouvernementales avec ce qu'elles ont d'imparfait ou d'hostile, ou de renseignements fournis par la presse, avec ce qu'ils comportent aussi d'inexact même s'il n'y a pas mauvaise volonté.
Sur 193 villes de plus de 30 000 habitants, alors qu'en 1965, le nombre de villes de plus de 30 000 habitants était de 159, il y a eu, du point de vue présentation du Parti, 124 accords dits d'Union de la Gauche, donc avec le Parti Communiste, 26 accords avec les Radicaux Socialistes et divers gauche, et 43 accords avec les Radicaux Socialistes divers gauche et républicains de progrès.
Il y avait 40 maires Socialistes sortants, il y a eu 40 maires Socialistes réélus ou élus. Mais cette balance numérique ne traduit pas la réalité, car quelle que soit la joie du Parti lorsqu'on gagne des villes telles que Bron, Evreux, Nevers, Pau, aucune de ces villes ne peut être mise en balance pour l'ensemble du Parti et pour le sud-ouest avec la perte, par exemple, de la ville de Toulouse.
Donc, il ne suffit pas de dire que nous avons maintenu nos mairies, nous avons dans certains cas, et cela mériterait d'ailleurs une analyse qui ne met pas en cause tout le Parti, perdu des postes importants et des bastions importants.
Je voudrais ajouter comme précision que dans les résultats acquis, dans les 45 villes à direction Communiste, le nombre de conseillers municipaux Socialistes passe de 185 en 1965 à 257 en 1970, soit 72 en plus ; dans les 40 villes à direction Socialiste, le nombre des conseillers Socialistes passe de 607 à 691, soit 91 en plus. Et pour l'ensemble des 85 villes à direction Communiste ou Socialiste, le nombre de conseillers municipaux Socialistes passe de 792 à 948, soit un gain de 156 sièges.

Ces chiffres, camarades, n'ont qu'une valeur relative je vous les livre, mais il est certain que nous devrons être en état d'aborder le débat d'analyse des municipales à partir de la propre documentation du Parti, après une étude qui soit plus sérieuse que celle que je suis en mesure de vous présenter aujourd'hui.
Les simples chiffres propres au Parti, sur 39 fédérations ayant répondu au questionnaire donnent un gain de 60 maires et une perte de 27, soit 33. Mais encore une fois là nous risquons de comparer ce qui ne l'est pas avec des municipalités dont la signification politique et la dimension ne permettent pas de tirer des conclusions globales.
Camarades, je voudrais maintenant vous rendre compte de l'application des décisions du Congrès d'Issy-les-Moulineaux en ce qui concerne l'orientation.
La motion majoritaire d'Issy-les-Moulineaux avait prévu que l'union de la Gauche constituait l'axe normal de la stratégie des Socialistes. Mais il avait été précisé que le choix des partenaires devait éviter toute exclusive qui résulterait de divisions politiques anciennes ou d'étiquettes héritées du passé, et que le Parti n'aurait aucune raison de s'isoler des forces démocratiques qui, sans se reconnaître explicitement dans sa doctrine, en viennent à dénoncer certains effets du régime capitaliste et qui pourraient être considérés comme des interlocuteurs valables
Eh bien, parmi ces interlocuteurs normaux, nous avons placé bien entendu les Radicaux et avons engagé avec cette formation des conversations.
Je passe sur les péripéties d'une certaine époque pour souligner qu'à tout moment le Parti Socialiste a voulu considérer le Parti Radical en tant que tel et ne se serait offusqué de déclarations que si elles avaient été endossées par l'ensemble du Parti Radical.
Vous avez vu que de plus en plus, le Parti Radical a pris ses distances envers même son intérieur, si j'ose dire, et qu'il a donc été possible de discuter avec lui de certains problèmes de fond.
C'est pourquoi, répondant à notre appel, le Parti Radical a contenu avec nous de procéder à une confrontation du plan d'action socialiste et du manifeste radical.
Ceci surprendra peut-être certains d'entre vous, après les premières réactions sur le manifeste radical, mais c'est parce qu'il y avait eu ces réactions qu'il importait d'en discuter non pas de façon agressive, mais sérieuse et de manière à s'éclairer les uns les autres.
Deux délégations ont été constituées ; pour les Radicaux, le Secrétaire général adjoint Malounian, Polacosa (?), Colli, Labare, Ramiro, Leclerc ; pour le Parti Socialiste : Denis, Cépède, Barrère, JP Cot, Pierre Desvalois, Denis Lindon et Dominique Taddéi.
Après un démarrage un peu lent, le travail s'est poursuivi de façon intense. Je crois qu'il y a eu 7 réunions de plus de six heures chacune et le bilan de ces discussions a été achevé dans la nuit de vendredi.
Le Comité directeur s'en est ainsi hier ; le Bureau du Parti radical ne l'a pas encore examiné et, avant que, de part et d'autre, les organismes responsables, ayant pouvoir d'appréciation politique, ne l'aient fait, ce texte ne sera pas rendu public car ce serait incorrect vis-à-vis de nos partenaires et, d'autre part, il

convient que les instances du Parti approuvent ce qui a été fait par nos délégués dans cette discussion.
Je crois qu'on peut cependant relever un certain nombre de points et, ce qui est important, souligner qu'il y a accord complet sur le problème de la répartition des pouvoirs : régions, communes, départements.
II y a également accord sur le problème de l'égalité des chances et de la politique sociale, et il demeure des points de divergences en ce qui concerne les rapports entre le pouvoir politique et l'économie.
En ce qui concerne, en particulier, le secteur public, ses finalités immédiates, le principe de son extension, dans les limites que, dans un premier temps, nous lui traçons, l'opportunité de la diversité de ses formes de développement et d'organisation, l'énoncé de ses règles générales de fonctionnement, nous constatons, dans le Bilan, un accord général qui n'implique dans le choix entre les diverses modalités d'appropriation publique, nous pensions toujours de même.
En ce qui concerne le problème de la fiscalité, avec ses implications sur la disparition du pouvoir héréditaire, il y a des possibilités de convergence importantes, ce qui nous permet de dire, à la phase actuelle que si le Parti Radical ratifie le Bilan qui a été établi et si, comme je le souhaite, le Parti Socialiste, de son côté, le ratifie, il y aura la base d'un accord politique sur le fond duquel je ne me prononce pas, car cela est du domaine des instances qui seront appelées à en trancher.
Camarades, voilà en ce qui concerne les rapports avec les Radicaux.
Je n'aborderai pas immédiatement le problème de l'unité des Socialistes, cela viendra lorsque nous aborderons la préparation du Congrès d'union.
En ce qui concerne le Parti Communiste, nous avons entamé le dialogue qui était prévu par le Congrès d'Issy-les-Moulineaux, et nous avons aussi mené certaines ripostes communes contre les réactionnaires du gouvernement. Ces ripostes communes ont été délibérées par les instances raisonnables et responsables du Parti, chaque fois le Comité directeur et le Bureau ont eu à en connaître. Je voudrais dire, car le problème a parfois été soulevé, que nous avons la certitude de n'avoir pas outrepassé la conception et la définition de la riposte commune, et le bilan de ce qui a été fait est là pour en témoigner.
En ce qui concerne le dialogue, il a donné lieu à un premier bilan, bilan intérimaire, publié le 22 décembre 1970, et en fait c'est à partir de ce moment qu'il est devenu public, et seulement à partir de ce moment là. C'est peut-être regrettable, mais les délais de discussion ont été longs, et la méthode choisie conduisait à présenter à la discussion, et donc à une discussion publique, un ensemble de textes cohérent présentant les convergences et les divergences.
A cet égard je voudrais dire qu'après la publication de ce bilan, nul dans le Parti n'a élevé la voix pour dire que dans la définition de ce qui était convergence le Parti avait outrepassé son mandat, et que pas davantage dans la définition des divergences il avait été infidèle aux positions du Parti.
Aujourd'hui deux problèmes se posent : celui de l'utilisation de la publicité et l'état du dialogue.

En ce qui concerne le caractère public, je voudrais souligner à quel point le débat est devenu public maintenant, et à partir de ce document. Ce document a reçu non seulement en France mais à l'étranger une attention considérable. On a estimé, quelles que soient les positions de fond des uns et des autres, que le Parti Socialiste avait contribué à une clarification, et que c'était d'un intérêt certain non seulement pour la Gauche française, les Socialistes français, mais également pour tous ceux qui en Europe sont préoccupés et concernés par ces problèmes.
Nous aurions dû, d'après les déclarations du 22 décembre, reprendre le dialogue sur les points de divergence ou les points qui méritaient approfondissement. Camarades, cela n'a pas été possible en raison de la préparation des élections municipales. D'autre part ensuite sont venues les vacances de Pâques, et les militants sont des hommes, surtout ceux qui avaient mené la campagne électorale ; il n'était pratiquement pas possible de réunir au complet la délégation du Parti pour entreprendre la reprise du dialogue, et dans un domaine aussi important, je ne pouvais accepter que la discussion soit reprise avec des effectifs incomplets, n'associant pas l'ensemble du Parti à cette discussion.
II y a quelques jours Georges Marchais m'a adressé au nom du Parti Communiste une lettre demandant la reprise du dialogue. Le texte de la réponse du Parti Socialiste ne sera rendu public que dans les tout prochains jours, mais je puis vous dire qu'après discussion au Bureau et au Comité directeur, elle s'inspira des considérations suivantes : que pour des raisons pratiques il n'est pas possible de reprendre cette discussion maintenant, et que d'autre part, étant donné que nous avons un congrès qui aura à définir les options politiques du Parti, ce problème du dialogue, des rapports avec le Parti Communiste, est, je ne crois pas me tromper, un élément important du Congrès, II n'aurait pas été correct vis-à-vis du Parti d'engager à nouveau la discussion avant qu'il ait eu le loisir de se déterminer dans les conditions les plus démocratiques.
En effet, si nous étions parvenus à établir un nouveau texte, même pas un bilan global, mais à aborder deux ou trois points la diffusion dans le Parti n'aurait pas été possible avec les délais qui nous restent.
Voici, camarades, en ce qui concerne le compte-rendu de l'action du Comité directeur, les éléments que je puis apporter à votre information, à vos critiques et à votre curiosité.
Je voudrais maintenant aborder la deuxième partie de mon intervention, celle ayant trait à la préparation du Congrès d'unité.
D'un mot, ce Congrès d'unité est la suite logique, 1'application du mandat qui nous avait été donné à Issy-les-Moulineaux, de préparer l'unité des Socialistes.
J'écarte d'un mot le problème du PSU. Ce n'est pas la peine de s'étendre. Les quelques rapports que nous avons tenté d'établir avec cette formation n'ont pas été suivis d'effet, et le comportement ultérieur du PSU ne permet pas de penser que la reprise des discussions soit recommandable et imminente.
Cela d'ailleurs est compris par un nombre non négligeable de camarades du PSU qui rejoignent les rangs du Parti Socialiste, ou qui se préparent à le faire à l'occasion du Congrès d'unité.
Camarades, ce Congrès d'unité, il est pour nous le 2ème congrès du Parti, et il a

également le caractère exceptionnel du Congrès d'unité. Je dis ceci car cela ne doit pas être une surprise pour aucun de nos partenaires, nous avons toujours dit que pour nous il n'y avait pas rupture, destruction, mais continuité par novation dans la constitution d'un ensemble nouveau.
Ceci étant, c'est un congrès souverain, qui a donc liberté et droit de décision, en ce qui concerne l'ensemble des problèmes qui se posent au Parti.
Il eut peut-être été de meilleure méthode d'avoir deux congrès, un pour l'unité et un pour les options ; mais cela n'eut pas été facile, c'est même apparu comme impossible, et cela sera certainement une des raisons des difficultés qui seront rencontrées lors de ce congrès.
Mais je veux intervenir essentiellement sur le sens de ce congrès en tant qu'élément constitutif du Parti, et également sur les méthodes qui peuvent y conduire.
Vous avez été informés d'un certain nombre de décisions prises par la Délégation nationale pour le Congrès d'unité. Je rappelle que cette Délégation nationale a pour mission, pour compétence de préparer ce congrès, mais qu'à partir du moment où le congrès a commencé, c'est le congrès qui est souverain.
La préparation se fait par les congrès départementaux. La date en a été fixée, 23 mai et 6 juin, et le principe est que ces congrès départementaux sont unitaires, c'est-à-dire se font avec le Parti, la Convention, et des éléments dits inorganisés sur lesquels je reviendrai tout à l'heure. C'est à ce niveau que seront prises les décisions tant sur les options politiques que sur tout autre problème qui serait soumis à l'ordre du jour du congrès.
En fait, il y a un retard, non pas pour les dates, mais pour les meilleures conditions dans lesquelles ces congrès départementaux pourront se tenir. Nous devions avoir la connaissance des effectifs de la Convention pour le 26 avril au plus tard. Ces effectifs ne nous seront pas connus avant le 17 mai. Nous nous efforcerons de les répercuter dans les fédérations de telle manière qu'ils parviennent avant la date des premiers congrès départementaux.
Un autre problème est important, il n'est pas directement lié : c'est celui des délégués à ce congrès. Vous avez reçu la liste des délégués telle qu'elle a été établie par le Comité directeur siégeant à Avignon.

Plusieurs voix – Non !

Alain Savary - Ce document va vous être distribué.
Cet effectif de délégués a été établi en fonction du nombre de délégués total dont le Parti disposera au Congrès d'unité, car il y a eu accord pour éviter qu'il y ait écrasement numérique, pour que les 1 000 délégués prévus par le Congrès soient répartis de la façon suivante :
- 800 pour le Parti Socialiste
- 100 pour la Convention
- 100 pour les nouveaux adhérents, ce chiffre dépendant d'ailleurs de la réalité des adhésions nouvelles qui seraient recueillies pour le Congrès d'unité.
C'est en fonction de ce chiffre de 800 qu'un mode de calcul a été déterminé à

Avignon, attribuant à chaque fédération un nombre de délégués de droit d'une part, et à la proportionnelle, établi en fonction des effectifs à la fin de 1971.
Je dois dire qu'en ce qui concerne ce problème de délégués, problème que nous retrouverons à propos de l'élection au Comité directeur par le congrès, un certain nombre de questions restent encore en suspens. Mais il importe que dans cette journée d'information nous connaissions le point de vue des camarades qui sont confrontés avec la réalité, parce qu'il s'agit non seulement d'un problème de principe, mais également d'un problème pratique.
Je veux simplement dire qu'à la phase actuelle le mode de votation au Comité directeur est une affaire importante, et dépend, comme l'ensemble des modalités qui seront retenues au Congrès, du congrès souverain. Il appartiendra donc à ce congrès souverain de déterminer ce mode de votation, et également toutes les autres mesures concernant l'organisation du Parti.
Ceci m'amène à parler du Congrès lui-même.
Vous avez là, je crois, reçu des précisions sur les jours du congrès, et la délégation fait des propositions qui seront soumises au Congrès concernant les séances, les présidences, donc le mécanisme.
Un vote devra intervenir, c'est clair, dès le début du Congrès sur le règlement du Congrès. C'est le premier acte qui permettra le déroulement des assises.
Ensuite nous sommes convenus de proposer au Congrès que le problème des structures soit abordé par une commission de trente membres, désignés par le Congrès, qui ferait rapport au Congrès le soir même, afin que le Congrès vote dans la nuit et que nous ayons ce problème des structures derrière nous, et non pas devant, lorsque nous aborderons la discussion politique.
Je voudrais ajouter que les droits du Congrès sont absolus, mais que le Bureau unanimement a souhaité que sans faire preuve d'impérialisme les Socialistes dans cette affaire s'inspirent, dans la quasi-totalité, des statuts tels qu'ils ont été expérimentés dans les deux dernières années, et avec l'apport d'expérience qu'ils comportaient, car je veux rappeler que les statuts du Parti Socialiste adoptés à Issy-les-Moulineaux avaient été discutés au préalable à la fois par des camarades du Parti Socialiste SFIO, de la Convention, et des clubs divers, renouveau de la Gauche et UGCS, qui préparaient le Congrès à cette époque.
Certes il peut y avoir certains points qui soient amendés, mais le sentiment commun, que je voudrais exprimer dans cette séance, entre nous, pour qu'il y ait une explication sur ce point si cela est nécessaire, c'est de ne pas remettre en cause tout un édifice qui a fait ses preuves, s'il a ses défauts.
Je voudrais ajouter, et là je prends position, que lorsqu'on parle de nouvelle rénovation, de restructuration, qu'après deux ans d'expérience nous n'avons pas encore épuisé toutes les facultés de rénovation et d'action que nous donnent nos propres statuts tels qu'ils sont rédigés à l'heure actuelle. Il ne faudrait pas, dans une forme de fuite en avant, s'imaginer que parce que l'on modifie des textes, on aura résolu tous les problèmes. En fait ce n'est pas faute de textes, bien souvent, que les problèmes ne sont pas résolus, mais faute de volonté ou faute d'hommes pour aller vers des nouvelles solutions.
Vis à vis de nos partenaires, dans cette discussion, nous avons à la fois reconnu,

Collection Jean Jaurès

ceci est important, les droits absolus du Congrès, mais en même temps indiqué que dans sa grande majorité le Parti Socialiste n'envisageait pas de toucher à l'essentiel en ce qui concerne par exemple le titre du Parti, pour lequel il y aura des propositions, et d'autres points aussi importants que celui-là.
II importe donc que, dans un consensus, on fasse en sorte que la discussion dans les structures, au congrès d'unité, ne déborde pas du cadre qui doit être le sien et que, à la Commission des structures, on fasse en sorte que les quelques trois ou quatre points que des camarades, soit du Parti, soit de la Convention, soit venant des nouveaux adhérents, veuillent remettre en cause, soit retenus et que le Congrès puisse en discuter, sur un rapport clair, sans remise en cause de l'ensemble de l'édifice.
Voici, camarades, les premières informations complémentaires que je voulais vous apporter dans cette intervention.
Je compte m'en tenir là car, dans une matière aussi complexe, ce qu'il faut c'est que vous puissiez nous poser la question qui vous préoccupe et que vous ressentez comme utilisateurs, avec beaucoup plus d'acuité que nous ne pouvons le faire vous-mêmes et, soit moi-même, soit des camarades de la délégation, répondent aux questions qui seront posées.
Mes camarades, pour conclure, il faut que nous allions à ce Congrès d'unité avec sérieux, mais également avec foi, sinon les difficultés que l'on rencontre, techniques et autres, sont telles que la double animation de sérieux et de foi est nécessaire pour les surmonter.
Je ne voudrais pas du tout que l'on puisse penser à un pessimisme de ma part, sur le déroulement de ce Congrès, mais je crois que ce serait nous voiler la face que de penser qu'il se déroulera facilement, quelle soit la bonne volonté que les uns et les autres y mettent.
Il faudra faire preuve d'énormément de sang-froid et désamorcer à l'avance, non pas les problèmes politiques, mais les questions embrouillées qui pourraient, pour de mauvaises raisons, faire échouer un congrès ; car nous savons tous ce que seraient les conséquences d'un échec.
Camarades, j'ai abordé au cours de ce rapport plusieurs points d'orientation, des points de structure et je voudrais conclure par deux remarques.
Après les deux ans d'expérience qui sont les miens, je demande à tous ceux qui réfléchissent aux problèmes de structure, de voir les questions telles qu'elles sont.
Camarades, je voudrais vous dire que ce Parti ne souffre pas de centralisme, de centralisation et de bureaucratie, il est en fait sous-administré et ce que je dis n'a aucune implication politique car, quels que soient ceux qui assument les responsabilités d'application des décisions du Congrès, ils ne pourront le faire qu'avec un instrument, un gouvernement efficace, au nom du Parti et dans la démocratie. Et je pense que dans ce Congrès d'unité, avec l'enjeu qui est en cause, ce que nous pouvons apporter, c'est non pas une expérience sclérosée, mais une expérience de vie pratique, soit d'organisation politique, soit d'organisation syndicale.
S'il en était autrement, les risques d'effritement l'emporteraient sur la volonté et

sur la bonne volonté qui est sans résultat lorsqu'elle n'a pas de moyen de se traduire.
Et, à cet égard, je voudrais vous faire part d'une certaine inquiétude et également de ma conviction que cela peut être redressé. A tous les niveaux il importe de doter le Parti des moyens de son action, car nous savons bien quelles sont les conditions de travail des militants écrasés par les tâches, écrasés tellement qu'elles leur paraissent parfois inutiles et dans une disproportion de rapport de moyens avec nos partenaires, nos adversaires, avec les autres grandes formations.
Camarades, cela en fait ne peut pas durer et, si nous voulons aussi bien en ce domaine la clarté, comme nous la voulons dans le domaine politique, il ne faut pas se tromper, il ne faut pas se leurrer et il faut voir dans quel sens l'effort doit être accompli.
Camarades, je me garderai bien d'aborder les problèmes politiques qui nous séparent d'ici le Congrès. Je voudrais simplement souhaiter que le débat qui va s'instaurer le soit aussi dans la plus grande clarté et, comme parfois à l'extérieur de notre organisation on se méprend sur le sens des combats qui nous opposent, je voudrais réaffirmer ici que, lorsque le Parti Socialiste débat de ses options politiques, il n'y a pas, dans les positions prises, des positions d'hommes et des questions de personnes et que ce serait se méprendre à la fois sur les problèmes et les solutions à leur apporter que de prétendre les traiter en fonction des hommes et non pas en fonction de l'essence des problèmes qui nous sont posés.
Nous aurons ce débat. Camarades, je souhaite simplement, puisque c'est avant le Congrès la dernière réunion intérieure au Parti Socialiste, que nous soyons animés par cette volonté constante de clarté qui, à la fois pour les options politiques, pour les structures, donc pour la vie du Socialisme, est la condition de succès dans l'avenir.
(Vifs applaudissements)

Le président – Mes camarades, comme nous en étions convenus pour l'organisation de ces débats, nous allons suspendre la séance pour quinze minutes. Pendant cette suspension je demanderai aux camarades qui veulent intervenir dans le débat de se faire inscrire au Bureau.

(La séance, suspendue à 11h37 est reprise à 12h05)

Le président

Camarades, la séance est reprise.
Nous avons 19 orateurs inscrits. Nous proposons de leur donner 10 minutes de parole à chacun, cela fera 3 heures de débat. Ensuite, la parole sera donnée à Alain Savary.
Pas d'opposition ? La clôture est prononcée. La parole est à Merrien, du Morbihan.
Ensuite, à Perrussel, Moselle.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Merrien (Morbihan)

Chers camarades, si j'ai tenu à monter à cette tribune, c'est pour vous entretenir de ce que je considère comme étant l'action Socialiste populaire.

En effet, l'unité Socialiste, telle que nous pouvons la prévoir, est un immense réconfort pour nous, mais ce que je voudrais vous dire c'est qu'au-delà des élections, qui mobilisent très fortement les militants, il faudrait faire en sorte que nous puissions créer des journées populaires d'action.

Tout à l'heure, Alain Savary a parlé de la paix, et de la Journée de la paix, organisée par le Mouvement de la Paix. Mais, je pense qu'à l'intérieur du Parti il devrait être possible d'organiser de telles journées et c'est ainsi que nous avons mis en place, dans le Morbihan, une Commission de recrutement et de propagande qui a envisagé de reprendre ce qui se faisait autrefois, c'est-à-dire des kermesses populaires départementales.

Je ne sais pas quelle est votre opinion à ce sujet, mais je pense que si l'on doit rester dans le vase clos des réunions, en salles fermées, on ne touchera jamais que les convertis et c'est pour cela que je voudrais vous proposer de reprendre cette idée de faire des journées populaires. Ces journées pourraient être organisées dans la nature puisque actuellement on parle du problème de l'environnement auquel je m'intéresse beaucoup. C'est ainsi que nous avons réussi, dans le Morbihan, à faire des manifestations groupant jusqu'à 5 000 personnes. Vous me direz que ce n'était peut-être pas dans le cadre du Parti Socialiste, mais dans le cadre d'associations pour la protection de l'environnement, mais je pense qu'il est possible de faire de telles manifestations, de sensibiliser le public de façon analogue et surtout de faire en sorte que nous soyons en permanence présents dans la population autrement que par celle des élus. Autrement dit, je souhaite que l'action Socialiste puisse se faire réellement au niveau de la population, ce qui n'est pas le cas, je pense, à l'heure actuelle car lorsqu'il y a des manifestations, c'est trop souvent en salles closes, comme celle-ci, et on ne touche essentiellement que les convertis.

Je voudrais dire également qu'il y a intérêt à utiliser des mouvements satellites, des mouvements d'associations qui existent et qui, de plus en plus, comprennent les problèmes du Socialisme.

En ce qui me concerne, je voudrais revenir sur les problèmes d'environnement. En effet, lorsqu'on parle de ces problèmes, on se rend compte qu'il est nécessaire d'y apporter une solution, mais lorsqu'on recherche cette solution, au-delà de celle qu'on peut trouver à titre individuel et qui ne va pas très loin, on s'aperçoit qu'il faut en trouver une au niveau de la société et c'est alors que peut se poser à certains qui, jusque-là ne s'en étaient pas préoccupé, le problème du Socialisme, le problème de la société qui pourrait leur apporter une solution.

Je ne voudrais pas prendre trop de temps, parce que je sais qu'il y a un certain nombre d'orateurs qui veulent intervenir à la tribune, mais ce que j'ai voulu dire c'est que je pense qu'il est nécessaire, au-delà de l'action des élus et au-delà de l'action électorale, de maintenir dans la population et en permanence une action Socialiste qui puisse se faire connaître et la meilleure façon pour cela c'est de grouper des personnes par milliers sur un terrain, même si cela n'a pas un intérêt

aussi précis qu'une réunion de travail, cela permet de sensibiliser le public.
Je vous assure qu'en ce qui me concerne et en ce qui nous concerne, nous sommes prêts pour essayer de faire quelque chose dans ce sens-là au nom du Parti Socialiste, comme je l'ai déjà fait au nom de groupements de protection de l'environnement.
Je vous remercie de votre attention,
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Perrussel (Moselle) et ensuite à Matray, du Rhône.

Perussel (Moselle)

Camarades, j'interviens ici comme le représentant d'une petite fédération, mais une petite fédération a le même potentiel que les autres et elle a un passé politique différente.
II faut travailler et faire des adhérents mais pourquoi a-t-on tant de mal ?
Il y a 3 raisons et c'est sur ces 3 raisons que je vais intervenir.
La première, c'est le manque de clarification.
Le Congrès d'Issy-les-Moulineaux avait donné une orientation plus claire et précise à l'ensemble du Parti Socialiste.
Le Congrès de Bondy a apporté un correctif que vous connaissez, qui était plus flou, et l'application qui en a été donnée par certaines fédérations fait qu'alors, là, ce n'est plus du flou, mais c'est nuisible.
Notre camarade Cureau (?), de Meurthe-et-Moselle, m'a dit tout à l'heure que la position de sa fédération, qui est plus qu'ambiguë, lui avait amené des adhérents et avait apporté des mairies. C'est possible, mais par contre ce que je peux affirmer c'est que sa position, qui est bien connue, bien diffusée évidemment, suscite des tempêtes de protestations.
Nos camarades de Meuse, du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, qui m'ont dit qu'ils n'interviendraient pas aujourd'hui, m'ont demandé de dire, et l'ensemble de mes camarades de Moselle également, que nous nous étonnons et que nous regrettons que le Comité directeur n'ait pas été plus clair, donc plus énergique, dans le problème des municipales de Nancy, comme d'ailleurs le Conseil national de Bondy lui-même l'avait promis.
La deuxième raison, c'est le problème des tendances organisées.
Mes chers camarades, j'ai moi-même signé une motion élaborée par l'une de ces tendances organisées à l'intérieur du Parti. Je l'ai fait parce que cette motion, à mon sens, est positive et constructive, qu'en aucun de ses termes elle ne porte atteinte à une opinion Socialiste différente et qu'en définitive elle ne nuit pas au Parti, au contraire elle est un apport, mais je voudrais m'adresser au Comité directeur pour qu'il ne manque aucune occasion de stigmatiser les écrits ou les actions de nos propres camarades qui sont davantage dirigés contre les actions d'un camarade socialiste que pour une option politique déterminée.
Ces faits, ces choses sont développées par nos adversaires et cela nous nuit gravement dans nos efforts de recrutement : nous donnons là un spectacle mauvais.

Fondation Jean-Jaurès

La troisième raison, c'est le manque d'informations.
Le plan d'action Socialiste, camarades, celui que nous avons fait en commun, n'a pas été envoyé aux adhérents. J'ai envoyé des lettres de protestation. Nos adhérents, dont les volets ont été retournés, en 1969 et en 1970 au Parti, n'ont toujours pas, en Moselle, le plan d'action Socialiste.
Les Bulletins intérieurs sont trop peu nombreux, nous apprenons les décisions du Comité directeur par "Le Monde", ou par "L'Humanité". Or, le Bulletin intérieur, et je veux tout de suite répondre par avance à ce qu'on pourrait nous dire, ne coûte presque rien au Parti. Il n'est donc pas explicable qu'on n'en ait pas beaucoup plus.
Enfin, le Bulletin Socialiste est nettement insuffisant.
Eh bien, camarades, dans les départements où n'existe qu'un seul journal, et un journal réactionnaire, il faut vraiment avoir la fibre Socialiste pour résister aux attaques et à la propagande qui nous noient, et ce nous-mêmes, sans aucun élément.
Alors, voilà 3 raisons pour lesquelles nous avons des difficultés à faire du recrutement, des difficultés à faire pénétrer la pensée Socialiste et c'est sur ces 3 éléments que je souhaite que le Comité directeur porte son action.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Matray, Rhône, ensuite à Diaz, Loire-Atlantique.

Matray (Rhône)

Je voudrais intervenir uniquement sur des problèmes qui concernent les procédures préalables à la fusion entre le Parti Socialiste et la Convention des Institutions républicaines et qui peuvent, au plan local, poser des problèmes difficiles.
C'est pour cela, me semble-t-il, qu'il serait bon que le Parti puisse énoncer sa position et que nos camarades, membres de la Délégation nationale, aient des instructions précises pour connaître les positions à défendre.
La Fédération du Rhône est, je pense, une des rares fédérations dans lesquelles l'équilibre des forces entre le Parti Socialiste et la Convention des Institutions républicaines, est incertain et je voudrais attirer l'attention de nos camarades sur un premier point : nous ignorons encore quels sont les effectifs de la Convention des Institutions républicaines dans le Rhône, et nous avons la sensation très nette que ces effectifs seront déclarés simplement de façon à être supérieurs aux effectifs que déclarera le Parti Socialiste.
Il y a par conséquent un premier problème qui est un problème de contrôle de la réalité de ces effectifs qu'il serait vain, à mon avis, de négliger.
Deuxième problème : lorsque nous avons rencontré la Délégation de la Convention des Institutions républicaines, la représentativité par mandats a été refusée par les conventionnels, et la procédure qui nous a été proposée a été la suivante : Tous les adhérents du Parti Socialiste et de la Convention, des nouveaux adhérents, sont invités à participer au Congrès départemental ; ne votent que les présents et chaque présent a une voix.

Fondation Jean-Jaurès

Le problème du mandat qui, par conséquent, a été posé, n'a pas été réglé; bien entendu, nous n'avons pas donné notre accord sur ce point, mais il faudrait qu'une entente intervienne au niveau de la Délégation nationale pour que nous n'ayons pas à céder là-dessus.
Un troisième élément sur lequel je voulais attirer l'attention est celui-ci : les Conventionnels nous ont demandé que l'élection des délégués au Congrès national, comme le vote pour les différentes motions soient faits toutes origines confondues, bien entendu sans mandat et que, par conséquent, en fonction du rapport des forces, ce soient les participants de la Convention des Institutions républicaines qui aboutissent à élire les représentants du Parti Socialiste.
Il ne peut pas non plus en être question pour nous et nous demandons au niveau de l'élection des délégués au Conseil national, qu'il soit bien entendu très clairement que si la fusion n'a pas pu se faire à la base, au niveau des groupes locaux, avant le Congrès départemental, l'élection des Délégués au Conseil national se fasse par collège séparé, de façon à ce que les adhérents du Parti Socialiste puissent véritablement choisir ceux qu'ils délégueront et enverront au Congrès national.
Enfin, un quatrième point qui nous paraît également important et qu'il faudrait souligner au niveau de la Délégation nationale et puis reprendre au niveau du Congrès national de fusion : nous ignorons dans quelle mesure, soit parmi les nouveaux adhérents, soit parmi ceux qu'on nous présentera comme les adhérents de la Convention des Institutions républicaines, un certain nombre ne seront pas là uniquement au moment du Congrès départemental et puis abandonneront le Parti Socialiste le soir du 13 juin !
Il faut donc que nous ayons des possibilités de vérifier quels sont les gens qui adhéreront véritablement à ce Parti Socialiste, et ceci pose, très prosaïquement peut-être, le problème du paiement des cotisations.
Nous demandons qu'il soit prévu explicitement que les adhérents du Parti Socialiste aient à payer, quelle que soit leur origine, une cotisation pour le 2ème semestre 1971 et que l'on ne nous dise pas que les gens qui ont payé leur cotisation à la Convention des Institutions républicaines au mois de janvier n'auront aucune formalité supplémentaire à remplir pour, au mois de juillet 1971, être participants du Parti Socialiste, parce que, là encore, nous butterons dans une situation où aucun contrôle ne sera possible des adhérents véritables et où aucune organisation valable des fédérations ne pourra s'organiser.
Enfin, je demande qu'au niveau de la Délégation nationale, soient évoquées et données des consignes générales d'application pour la mise en place de structures provisoires au niveau départemental, chargées d'assurer la responsabilité politique et le travail administratif de cette fédération pendant les deux ou trois mois qui seront nécessaires pour véritablement aboutir à des groupes locaux et à des sections locales pour éventuellement réviser les statuts fédéraux, en fonction des explications du Congrès national et que, par conséquent, pendant ce temps-là au moins, nous ayons des bases de travail acceptables nous permettant de collaborer véritablement pour créer un nouveau Parti.

Collection Jean Daniel

(Applaudissements)

Le président – La parole est à Diaz, Loire-Atlantique, dernier orateur de la matinée.
A la reprise, Le Blet, du Finistère et Denecker, Corrèze.

Diaz (Loire-Atlantique)

Je voudrais simplement attirer l'attention des camarades ici présents sur le fait que nous avons déjà fait 2 fusions d'unité et que nous sommes rendus très bas, à la 3ème fusion. C'est une réaction en chaîne, comme dans un réacteur atomique et je ne sais pas ce qui va en résulter.
Deuxièmement, je voudrais savoir comment il se fait, tout au moins d'après ce que nous a exposé tout à l'heure Savary, que le Congrès d'union a finalement pour simple but de modifier nos statuts ?
S'il s'agit simplement d'une modification de statuts, je ne vois pas pourquoi il est utile que participent à ce Congrès des personnes étrangères au Parti ?
Il existe un article de nos statuts nationaux, qui est l'article 88, qui indique : "La modification des statuts est de la compétence exclusive d'un Congrès ordinaire. Aucune proposition de modification ne peut être soumise à la délibération du Congrès sans avoir été adressée, section et fédération, trois mois avant la réunion du Congrès national ordinaire".
Alors, nous allons avoir un congrès où des camarades vont avoir à discuter de statuts dont l'article 1er signifiera qu'on renie les statuts que nous avions jusqu'à maintenant.
Troisièmement, en ce qui concerne la représentation des délégations, si je comprends bien, il a été décidé, sur le plan national, qu'il y aurait 800 camarades du Parti, 100 camarades de la CIR et 100 camarades inorganisés.
Alors, pourquoi est-il question de faire des Congrès d'unité sur le plan départemental si, d'office, les camarades des autres organisations sont représentés au Congrès ?
Cela n'est pas nécessaire !
Alors, moi, c'est tout ce que je voulais : attirer l'attention de mes camarades sur ce fait et signaler également que des camarades de la CIR ont demandé à voir le Bureau fédéral de la Loire Atlantique et qu'ils nous ont signalé que, sur le plan départemental, ils étaient 70 et, dès le départ, ils nous ont averti qu'il n'y en aurait que la moitié qui viendraient à 1'union.
Alors, il y a encore un Congrès d'union qui se prépare !
C'est tout.
(Applaudissements)

Le président – Mes camarades, nous allons lever la séance de ce matin. Avant, je vous rappelle qu'un apéritif vous est offert à l'étage au-dessus. J'espère que vous viendrez nombreux. Le déjeuner a lieu au restaurant du groupe Pierre Brossolette et, cet après-midi, la séance sera présidée par Debarge, dès 14h30.
(La séance est levée)

PARTIS SOCIALISTE - SFIO
Journée d'information du 9 mai 1971
Bondy

Séance du dimanche 9 mai 1971 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de M. Debarge, Secrétaire fédéral de la Seine-Saint-Denis, assisté de Mordin, Meuse, Chaminade, Haute-Vienne et Bouchon, Ardèche.

Le président (Marcel Debarge)

Mes camarades, très rapidement, je voudrais m'associer aux souhaits de bienvenue présentés par notre camarade Coutrot, au nom de la fédération de la Seine-Saint-Denis du Parti Socialiste.
Je voudrais dire aussi que nous avons deux choses importantes à faire, non seulement cette journée nationale d'information, mais également, dans le département de la Seine-Saint-Denis, à organiser le Congrès national d'Epinay.
Je voudrais aussi, je pense au nom des délégués, remercier notre camarade de la section de Bondy, et remercier aussi Maurice Coutrot pour l'accueil qui a été fait aujourd'hui.
(Très vifs applaudissements)
Ne voulant pas allonger ce débat, je vais tout de suite passer la parole au premier orateur inscrit.
Auparavant, je voudrais dire qu'il nous a été remis un questionnaire ; je vous demande de le remettre, une fois rempli, à notre camarade Alain Eck, dans les plus brefs délais.
Je vous signale que chaque orateur a dix minutes, et je passe tout de suite la parole notre camarade Le Blet, Finistère.

Le Blet

Mes camarades, je voudrais intervenir sur un problème qui, concernant la vie du Parti, cerne de près l'actualité de celle-ci.
Je pense que sur le rapport de Alain Savary ce matin, il y a eu plusieurs points qui mériteraient que nous nous attardions plus longuement.
Il y a, d'abord, un problème qui concerne l'actualité et son avenir immédiat, c'est-à-dire celui de la préparation du Congrès de l'unité des Socialistes qui doit mériter plus particulièrement notre attention.
Savary nous a demandé que ce Congrès soit préparé avec sérieux et avec foi. Je pense en effet que ce sont là deux nécessités.
Je souhaiterai, au nom de la fédération du Finistère qu'il soit également préparé avec un peu plus de propagande et de publicité.
(Applaudissements)
C'est simplement sur ce point très limité que je voudrais faire un certain nombre

Fondation Jean Jaurès

de propositions.
Je souhaiterais que le Parti se lance, que les leaders du Parti fassent connaître nos intentions de regrouper les Socialistes qui, à travers la, France, sont dans des organisations différentes, les Socialistes qui, aujourd'hui, n'appartiennent encore à aucune organisation.
Je voudrais que cet engagement du Parti ne soit pas simplement le fait d'un certain nombre de militants, travaillant dans des sphères fermées, mais que ce soit au grand jour, à travers tous les moyens de publicité qui existent dans le pays, que cette offensive soit menée.
Je souhaiterais également que cette offensive du Parti puisse, dans certaines occasions, être menée en commun avec, d'une part les leaders de la Convention des Institutions républicaines, et avec, d'autre part, dans certaines circonstances, des membres de la Délégation nationale, plus particulièrement ceux qui n'appartiennent à aucune organisation, de façon à ce que l'on montre bien que ce ne sont pas simplement quelques leaders d'une formation qui, timidement entreprennent un travail d'unification, mais qu'il s'agit de militants diversement engagés qui préparent ce regroupement des Socialistes qui, aujourd'hui, sont dans des organisations différentes ou ne sont pas organisés du tout.
Déclaration ? Oui, mais également manifestation commune afin de préparer ce Congrès.
Il est important que cette journée d'aujourd'hui ait pu se tenir. Je crois qu'elle devrait être prolongée par un certain nombre d'initiatives.
Par exemple, je considère comme important, bien qu'une assemblée comme la nôtre n'ait pas de décision à prendre, qu'il soit reconnu, d'une manière tacite entre nous, que notre Parti doit prendre un certain nombre d'initiatives pour que, déjà, des mesures unitaires, avant la tenue du Congrès, puissent préparer l'opinion à ce Congrès, par exemple des conférences de presse ou des réunions menées en commun avec des leaders de différentes organisations à travers toute la France.
Dans la mesure où des villes ou des fédérations prennent ces initiatives, le Parti doit y répondre. Dans la mesure où il n'y a pas d'initiatives de prises, je pense que c'est au Parti de les prendre.
Je crois que cette pratique de l'unité, avant le Congrès, sera certainement bénéfique pour la prospection, pour le ralliement plus particulièrement de gens qui ne sont pas encore dans les formations.
Mais, je pense également, que cette pratique unitaire entre les militants des différentes organisations sera bénéfique pour le déroulement du Congrès lui-même.
Si Savary, avec juste raison, faisait allusion, ce matin, à des difficultés quant au déroulement de ce Congrès, je suis convaincu que la pratique d'une certaine unité dans le mois qui nous sépare de la tenue de ce Congrès, pourrait certainement soulever ou défier ces difficultés.
En ce qui concerne la propagande et la publicité, je pense que, effectivement, il y a eu des retards et qu'il est trop tard, maintenant, pour entreprendre une campagne d'affiche.

Avant que ne se tienne ce Congrès les 11, 12 et 13 juin, je souhaiterais que les militants de notre Parti invitent les responsables nationaux à déjà préparer cette publicité qui doit être menée à travers toute la France dès le lendemain de ce Congrès d'unité, que l'on prévoit les moyens de diffusion de cette initiative unitaire, et également les moyens de diffusion des positions qui seront prises par nos organisations fusionnées.
Il faudrait prévoir également de distribuer à travers toute la France un certain nombre de tracts, d'affiches et non pas quelques unités dans les fédérations, unités destinées à servir simplement pour les archives, mais qu'il y ait quelques millions d'exemplaires des positions qui seront prises, de façon que l'ensemble des fédérations puisse participer à ce travail.
En conclusion, j'insiste pour que le Parti fasse une publicité bien au-delà d'instances comme celle-ci, et qu'il invite les autres partenaires à participer à ce travail de publicité et de propagande.

Le président – La parole est à notre camarade Denecker.

Denecker

Mes chers camarades, la délégation de la Corrèze a été fort sensible a ce qu'a dit ce matin le délégué du Rhône, en ce qui concerne les modalités pratiques de notre prochain Congrès d'unité. Et Dieu sait si, en mon nom personnel, j'ai depuis toujours milité en ce sens et je me félicite de ce Congrès d'Epinay, qui aura lieu en juin prochain, car nous sommes à une époque, camarades, où le mouvement Socialiste a davantage besoin de se regrouper, de se ressouder, de s'élargir, que de se diviser et de se diminuer.
Pourtant, dans notre fédération, comme tant d'autres, nous avons un certain nombre de problèmes et nous demandons, avec courtoisie et fermeté, aux camarades qui représentent notre Parti, à la Délégation nationale, de bien vouloir faire en sorte de nous apporter toute leur aide, afin que le Parti sorte renforcé, élargi et plus puissant et encore plus ouvert demain, mais à condition qu'un certain nombre de règles démocratiques soient respectées dans ce congrès d'unité.
Pour ce qui est des règles démocratiques quant au déroulement des congrès départementaux, effectivement nous avons manqué d'informations du plan national, contrôle des adhérents de diverses organisations, problème du vote par mandat et par délégué dans les congrès départementaux.
Il y a un certain nombre de problèmes et peut-être pas seulement matériels, auxquels il nous faut répondre si nous voulons que des problèmes plus grands ne surgissent pas à notre Congrès d'Epinay et que celui-ci se déroule dans cet esprit fraternel et de courtoisie qui doit nous animer tous pour faire que cette unité Socialiste nous permette de faire progresser notre Parti.
Aujourd'hui, camarades, c'est l'heure du bilan et Alain Savary nous l'a fait ce matin, le bilan d'abord des engagements tenus et peut-être aussi des insuffisances, les engagements tenus par la Direction nationale de notre Parti, qui effectivement a fait un travail considérable dans le sens de la rénovation

Fondation Jean-Jaurès

interne du Parti, dans le sens du débat qu'il fallait mener et pour lequel il était mandaté, avec nos alliés radicaux et avec nos partenaires Communistes, les engagements tenus en ce qui concerne le projet qui était le nôtre, à Issy-les-Moulineaux, il ne faut pas l'oublier, de réaliser cette unité Socialiste qui va être l'objet de notre prochain Congrès.
Pour ces engagements tenus, nous devons remercier Alain Savary, nous devons le remercier aussi pour l'honnêteté avec laquelle il nous a fait part des problèmes qui se posent à notre Parti et d'un certain nombre d'insuffisances.
Oui, effectivement, il y a des insuffisances dans ce Parti et il faut voir les choses en face.
Je crois qu'il faut considérer aussi que ces insuffisances viennent de notre comportement collectif, elles viennent de nos habitudes de travail et que, si nous en prenons conscience, il faut poursuivre l'action que nous avons collectivement engagée pour y remédier.
Des progrès ont été accomplis, indiscutablement et c'est à tout le Parti, c'est à nous tous, responsables départementaux, de poursuivre ces efforts afin de faire en sorte qu'ils permettent à notre parti d'être demain plus fort, plus puissant et mieux organisé.
Aussi, Camarades, notre prochain congrès est-il particulièrement important, ce congrès qui est la deuxième étape de l'unité Socialiste. Souhaitons que dans cette même ligne il y ait dans l'avenir encore d'autres congrès qui permettent aux Socialistes français d'être encore plus forts et plus puissants.
Ce congrès doit marquer notre volonté de poursuivre cette politique que nous avons menée depuis deux ans.
Dans ce sens, je dois dire mon inquiétude de voir apparaître dans la discussion un nombre important de textes, et mon souci est de demander à tous les camarades de faire les choses de la façon la plus claire possible.
Nous avons besoin, camarades, pour préparer ce Congrès qui est le deuxième de ce Parti, et qui est le Congrès de l'unité socialiste, de faire un débat ouvert, et ce débat sera lourd de conséquences quant à sa conclusion et quant à l'avenir de notre Parti.
Certes il y a dans un grand parti Socialiste des nuances de pensée, et la richesse naît de la diversité. Mais dans l'état actuel des choses je crois qu'il faut que devant l'opinion nous fassions la démonstration claire et sans aucune ambiguïté que le débat qui se déroule dans le Parti est public, et qu'il concerne une orientation claire et nette à déterminer pour l'avenir.
Je me permets en ce qui me concerne de souhaiter profondément que soit poursuivie la politique qui a été menée depuis deux ans, et qui me parait indispensable pour que se poursuive l'unité Socialiste, et pour que se réalise le renouveau Socialiste pour lequel nous avons travaillé, afin que nous aboutissions enfin à cette nécessaire unité de la Gauche qui est indispensable pour envisager la succession à ce régime.
Aussi terminerai-je en disant tous les vœux que je forme en faveur d'un débat clair, d'une orientation précise à déterminer à l'occasion de ce Congrès, afin de faire la démonstration devant ce pays que nous sommes un grand parti, que nous

voulons plus grand encore, et que nous savons nous montrer dignes de la confiance des militants et des électeurs auxquels nous nous adressons.

Delmas

Camarades, nous sommes enfin entrés dans l'essentiel de ce que doit être le débat de cette journée, c'est-à-dire la préparation du Congrès de l'unité.
Je prends quelques précautions au départ, sans lesquelles, peut-être, je pourrais surprendre quelques uns de nos camarades et je crois que la plupart de ceux qui sont ici présents me connaissent assez pour admettre que je comprends toutes les nuances de la pensée Socialiste, que j'admets parfaitement que nous puissions n'avoir pas tous les mêmes façons de voir en matière de stratégie, et par conséquent, ceux qui ne seront pas parfaitement d'accord avec celles que j'expose voudront bien quand même admettre qu'elles sont sincères et que je ne pense, en les exposant, qu'au mieux être, aux meilleures conditions d'avenir possible du Parti.
Dans ce Congrès de l'unité, ce que je redoute, c'est deux choses : son échec et sa réussite.
(Rires et applaudissements)
L'échec, car, dans ce cas, vous savez bien que toute la presse écrite et parlée de France et de Navarre fera grand tintamarre sur notre incapacité à nous entendre et par conséquent à gouverner le pays. Elle fera de son mieux pour nous discréditer et elle y parviendra, parce que nous lui en aurons fourni le moyen.
Et je redoute aussi la réussite dans le cas où elle serait obtenue au prix d'une orientation politique nouvelle qui n'irait plus dans le sens des principes fondamentaux d'une doctrine Socialiste.
Ne pensez pas cependant que je sois pessimiste à 100%. Je pense qu'il nous reste une large issue de secours et mon intervention ici a seulement pour but d'essayer de faire comprendre devant des camarades, car nous sommes ici entre camarades du Parti actuellement existant, donc des Socialistes authentiques, mon but est de faire comprendre qu'il faudrait que ce Congrès de l'unité aboutisse précisément à cette issue...

Dans la salle – Laquelle ?

Delmas – … et pas une autre.
Cette issue se trouve dans le cas où du Congrès de l'unité ne sortiront que des décisions et des textes clairs et conformes à notre ligne doctrinale et que la charge de les appliquer soit confiée à des Socialistes éprouvés.
Le Congrès de l'unité ne doit pas être compris comme une tentative d'unification, mais comme l'acte final, consacrant le regroupement dans un grand Parti de tous ceux qui font leur la déclaration des principes proposée par la Délégation nationale.
Le Congrès a été préparé pour consacrer notre unité autour de ces principes et non pas pour servir de champ de bataille à des hommes ou à des clans soucieux de prendre la haute main sur le Parti.

Cercle Fondation Jean-Jaurès

Le texte de base sur lequel l'unité des Socialistes doit se constituer est là, c'est la Déclaration de principes proposée par les 21, que nous avons, les uns et les autres, acceptée, et qui est la condition suffisante pour que nous puissions là-dessus nous unir.
(Applaudissements)
Nous savons bien pourtant que les 11, 12, 13 juin il y aura la bataille d'Epinay ; elle sera livrée sur un certain nombre de motions, dans chacune desquelles le militant moyen trouvera un sujet de satisfaction et qu'il sera par conséquent tenté d'admettre et de voter.
L'école nous a appris à lire des mots et des phrases, mais elle ne nous a pas toujours appris à lire entre les lignes. Il faut que dans nos sections, dans nos fédérations, nos camarades dépourvus de malice ne se laissent pas tromper par les habiletés tacticiennes, qu'ils sachent reconnaître à travers les subtilités la ligné véritable du Socialisme authentique.
C'est là l'essentiel de ce que je voulais vous dire, à vous tous qui, comme moi, êtes chargés de préparer dans vos fédérations ce Congrès de l'unité.
Je sais bien comment se passe le travail dans les fédérations et en particulier dans les petites fédérations qui sont quand même le plus grand nombre et la consistance du Parti, je sais bien que tous les militants n'ont pas la possibilité, ni le temps d'éplucher les différentes motions, en présence, et d'en comprendre toutes les données et les subtilités.
La ligne du Socialisme authentique, je dis avec Denecker qui m'a précédé ici, qu'elle a été suivie par l'équipe qui a conduit depuis deux ans par le Parti Socialiste que nous avons voulu rénover. Je ne dis pas qu'il faille absolument conserver à la tête du Parti après le Congrès de l'unité la même équipe, formée des mêmes hommes, il y en aura un d'ailleurs qui n'y sera plus au Comité directeur, ce sera moi qui ne demanderai pas le renouvellement de mon mandat, ce n'est donc pas dans un sens égoïste que je prêche, mais je dis qu'il faut approuver l'action que ces hommes ont menée, qu'il faut adopter l'orientation qu'ils nous proposent, car c'est l'orientation qui va dans le sens d'une doctrine authentiquement socialiste et que si, par malheur, nous dévions de cette doctrine, alors il restera peut-être dans l'avenir d'autres formes du Socialisme qui survivront, mais ce ne sera plus la nôtre, celle du Socialisme démocratique et libéral, c'est celle que j'espère nous conserverons avec l'aide de vous tous, mes camarades.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Eledjan, Vaucluse.

Eledjan

Après une telle intervention, je crois qu'il ne me reste plus grand chose à ajouter. Cependant, je voudrais intervenir sur les détails des modalités d'unification des Socialistes.
Il faut dire tout d'abord, pour être clairs aussi, que le Vaucluse se félicite de l'unité des Socialistes. Nous aussi, nous mettons tout en œuvre pour arriver à

créer ce Parti puissant, vigoureux et surtout Socialiste, qui ne soit pas Socialiste que de nom, qui en ait aussi la doctrine.
Nous avons deux problèmes que nous avons rencontrés dans notre département : tout d'abord, avec les inorganisés. Nous avons pensé qu'il était anormal que les inorganisés participent au Congrès, votent et engagent l'avenir, en ayant la possibilité, au soir du Congrès national, de pouvoir se désister et de pouvoir ne pas participer à la vie du Parti Socialiste.
Nous avons pensé à proposer à la Commission nationale de l'unification des Socialistes de créer une cotisation qui engagerait les inorganisés.
Deuxième problème que nous avons rencontré, c'est le contrôle des effectifs. Je vais donner un exemple : dans ma fédération, les camarades de la CIR avec qui nous avons, il faut le dire, d'excellents rapports, ont revendiqué 3 délégués et s'apprêtent à déclarer 270 membres, alors qu'en réalité, il s'avère, et je peux le dire, parce que nous sommes entre nous, que l'effectif de la CIR dans mon département s'évalue entre 50 et 70 membres.
Il n'est pas question, il faut le comprendre, et nous l'avons dit à la CIR, de revendiquer pour le Parti Socialiste la place qui lui est due. Il y a une certaine question de clairvoyance et surtout nous voulons construire sur la franchise et l'honnêteté réciproques, nous ne voulons pas construire sur l'ambiguïté et la manœuvre électorale que pouvait dénoncer Delmas.
Je demande aux camarades de la Commission nationale de l'unification du Parti Socialiste d'imposer un contrôle aux camarades CIR en leur faisant bien comprendre que, finalement, dans un Parti, personne n'est dupe et que beaucoup de camarades savent lire, comme le disait Delmas et comprendre entre les lignes.
En conclusion, le Vaucluse, lui aussi, fait confiance à l'équipe qui a rénové le Parti Socialiste depuis deux ans ; nous faisons confiance au secrétariat et nous sommes sûrs qu'ensemble nous pourrons arriver à créer ce Parti Socialiste, véritablement Socialiste, fort et puissant.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à Moscovici, Val de Marne.

Moscovici (Val de Marne)

Mes chers camarades, ayant entendu notre camarade Savary ce matin, je me suis décidé à soumettre à vos réflexions quelques chiffres qu'Alain a à peine effleurés.
Vous n'ignorez pas que, dans le Parti Socialiste il y a 42/71èmes de chacun d'entre vous qui est un élu.
Je vous prie de méditer ce que cela veut dire vis-à-vis des effectifs de notre Parti.
Je crois que c'est une honte énorme qui pèse sur nous tous que de penser que, pratiquement chaque deuxième militant dans le Parti est un élu et que nous n'avons pas été capables, dans toutes ces années, d'amener le terre à terre, le camarade à côté de chez nous, notre ami, notre copain, au Parti et de faire un

Parti digne de nous, digne du Socialisme !
(Applaudissements)
Je trouve que chacun d'entre nous, retournant chez lui, devrait méditer sur cela, – je n'ai aucune prétention ni aucune vocation – et devrait méditer les chiffres que je viens de vous donner en pensant véritablement que nous pouvons faire quelque chose dans le pays en étant forts, et être forts, cela veut dire également rechercher de l'argent pour notre Parti.
Je sais bien que les questions d'argent sont des questions qui nous ramènent un peu à la comparaison du temps des Seigneurs et nous traitons cela par le mépris. Mais, mes chers camarades, laissez-moi vous dire que nos alliés du moment, je ne préjuge pas de l'avenir, je parle du Parti Communiste, et de ma fédération, celle du Val de Marne, dont je suis le trésorier, ont une autre situation financière que nous !
Croyez bien que je me bats, et cela veut dire beaucoup de choses, parce qu'un trésorier fédéral n'est pas nécessairement le camarade qui fait un compte d'épicier en disant : il rentre tant, je dépense tant, j'ai un déficit que je ne sais pas combler, moyennant quoi je ne paie pas mes cotisations nationales, mais lorsque j'ai entendu Alain nous dire ce matin que notre Parti vivait avec 200 millions pour ses frais de fonctionnement je pense, car je suppose que pour l'investissement c'est néant, et quand je dis investissement je ne pense encore qu'à l'achat de quelques sièges pour les fédérations et les sections qui en ont vraiment besoin, je trouve que c'est honteux !
Je vous prie de penser que l'affaire des finances fédérales ou des finances nationales, les finances du Parti ne se cantonne pas du tout au trésorier, quel qu'il fut ; c'est une chose qui nous concerne tous, et sous cet aspect, je vous prie aussi de penser argent. C'est le nerf de la guerre et c'est le moyen qui nous permettra d'avancer.
Nous avons un Parti qui n'a pratiquement pas de permanents, mais c'est une honte, ce n'est pas croyable !
C'est à peine croyable que nous soyons si importants avec une ossature squelettique… nous souffrons de rachitisme chronique ! Or, mes camarades, il faut faire quelque chose, il ne s'agit pas de ne pas répondre, par exemple, pour le fichier ! Quand on pense que les fédérations, comme le disait Alain ce matin, ne répondent même pas à ce qu'on leur demande, ça laisse rêveur. Et nous voulons nous décentraliser ? Mais c'est un Parti fantôme… c'est à peine croyable !
J'ai demandé trois minutes et je vais conclure en vous proposant, puisque c'est à la mode, de faire un fichier central de nos militants et de demander à l'électronique de nous donner les moyens de le faire, sans quoi nous arriverons à être démodés, dépassés. Comme déjà certains de nos jeunes nous tiennent pour de "vieux chnocks", et je me considère comme de ceux-là, il serait impensable qu'on puisse un jour dire : ils avaient raison !
C'est vraiment impensable et je vous prie, en partant d'ici, de méditer ces quelques chiffres… et je vous dis tout de suite qu'on pourrait broder beaucoup plus encore sur ce qu'a dit Alain ce matin.
(Applaudissements)

Le président – Merci.
La parole est au camarade Motchane, fédération de Paris...
Est-ce que Motchane prend la parole ou pas ?

Motchane – J'ai déjà dit non tout à l'heure.

Le président – La parole est au camarade Maurice Blanc, Savoie.

Maurice Blanc (Savoie)

Camarades, je vais répondre ici aux propos d'Alain Savary ce matin, et sur deux points qui me paraissent importants pour l'avenir de notre Parti.
Je parle au nom de la fédération de Savoie, petite fédération s'il en est, mais je crois que tout l'avenir du Parti passe par elles.
Tout d'abord, en ce qui concerne l'organisation, je dois dire que l'effort que nous avons entrepris depuis deux ans commence à porter ses fruits. Il nous a fallu dans tous les domaines repartir à zéro : pas de structures claires, pas de fonctions définies, efficaces, aucun moyen matériel.
La création du nouveau Parti Socialiste dès avant Alfortville avait déjà suscité en Savoie un courant favorable. La Convention des Institutions républicaines, dont j'étais un des responsables à l'époque, s'est ralliée à la nouvelle organisation, et malgré les difficultés du moment a loyalement accepté de chercher à les surmonter dans le cadre du nouveau parti.
Depuis Issy-les-Moulineaux, outre les élections nationales nous avons dû affronter les élections partielles où nous nous sommes engagés courageusement après onze ans d'absence. Vous devinez, dans ces circonstances, l'état de nos finances.
Mais, pour rassurer les organismes nationaux de notre Parti, je peux dire que les décisions prises dernièrement par nos Conseils fédéraux pourront amener cette situation à la normale sur le plan financier et fourni au Parti, sur le plan de l'organisation une base solide pour ses relations internes. Je fais confiance, pour cela, parce que je les connais, à la volonté et à la foi de mes camarades responsables de la fédération de Savoie.
Le deuxième point engage la préparation du Congrès de l'unité, et nous sommes là devant une vaste entreprise. Les listes d'Union de la Gauche qui se sont créées spontanément au cours de la campagne pour les élections municipales en Savoie, fournissent à notre fédération un apport remarquable de nouveaux adhérents, dynamiques et décidés, et je peux dire aujourd'hui, qu'ils représenteront 25 à 30% de l'effectif total de notre fédération.
Dans ces circonstances, il est particulièrement important que ces camarades qui s'engagent dans le cadre du Congrès de l'unité, puissent y être représentés dans le cadre défini par la Délégation nationale pour l'unité des Socialistes. Ses propositions, celles de la Délégation, constituent pour nous un engagement vis-à-vis de ces nouveaux adhérents, et nous ne devons pas les décevoir, à tous les stades du Congrès et même et surtout dans l'élection du Comité directeur.

Fondation Jean Jaurès

(Quelques applaudissements)
Camarades, si nous voulons construire ensemble un grand Parti Socialiste, nous devons laisser à d'autres la morosité qu'on peut observer ici, et nous devons travailler dans la foi et l'enthousiasme.
Le triomphe, mes camarades, nous ne l'aurons qu'à ce prix.
(Applaudissements)

Le président – La parole est au camarade Guy Mollet, du Pas-de-Calais.

Guy Mollet

Mes chers camarades, je voudrais seulement soumettre aux camarades ici présents deux thèmes de réflexion.
En fait, il avait bien été dit qu'il s'agissait en partie aujourd'hui d'une séance d'information, mais aussi en partie, et je dirai que ce fut la plus importante, de la préparation du prochain Congrès. C'est cela que je voudrais évoquer.
Lorsque nous avons, les uns ou les autres, je devrais dire les uns et les autres, décidé de former un nouveau Parti, voici quelques années, deux idées dominaient nos préoccupations à tous : la première, l'unité, l'unité des Socialistes, qu'ils soient déjà engagés dans telle ou telle formation ou qu'ils ne soient pas engagés, la seconde, la rénovation de ce Parti qui allait donc être nouveau. Ce sont ces deux problèmes que je voudrais rapidement évoquer devant vous, car ce sont les deux problèmes qui vont être discutés au prochain Congrès.
Pourquoi cacher mon impression ? J'ai le sentiment qu'on n'a guère tendance à en parler ici, et j'ai le sentiment que les camarades de nos fédérations vont se trouver devant des textes qui n'auront pas été ici commentés et que le risque de confusion est grand pour eux.
Pourquoi, dis-je, ai-je cette volonté d'essayer de faire rebondir le débat, ou plus exactement de dire mon espoir de le voir s'engager ?
Les deux thèmes étaient, je l'ai dit, le premier, l'unité, l'unité des non Socialistes et l'unité des Socialistes non engagés dans le Parti Socialiste, engagés ailleurs ou engagés nulle part.
Je n'étonnerai personne en disant que je ne ressens vraiment pas un terrible enthousiasme en face de ces congrès d'unité successifs. A quand le prochain ? Congrès où les problèmes de procédure, de statuts, de représentativité, prennent le pas, et de loin, sur les problèmes de fond. Pour autant, je suis d'accord pour le nouveau pas que, parait-il, nous allons franchir.
Quelques réserves pourtant, ou, disons plutôt, un espoir manifesté. D'abord, question principe. Il s'agit bien de faire ensemble un nouveau Parti encore, mais un Parti Socialiste. Alors, je voudrais que nous soyons tous d'accord et que les camarades qui partiront d'ici soient d'accord pour dire dans leur fédération que les principes sont intangibles, que ce sont bien ceux qu'ensemble nous avons déterminés.
Deuxièmement, problème statuts. Je souhaite, ce sont toujours des vœux, que ce soit, demain comme aujourd'hui, au Parti de décider en fonction de statuts clairs

Fondation Jean Jaurès

assurant, dans l'avenir comme dans le passé, le respect de la volonté souveraine des militants démocratiquement exprimée, et non pas celle de tel ou tel penseur ou leader.
(Quelques applaudissements)
Troisièmement, stratégie. Il ne faudrait pas que cet élargissement, difficilement contrôlable, je l'ai compris comme vous, à travers pas mal d'interventions ce matin, puisse se traduire par une volonté de modification de la ligne fixée par nos Congrès, et particulièrement par le Congrès d'Issy-les-Moulineaux.
Ceci m'amène donc très vite, car je resterai dans le délai qui est imparti à chacun, à parler de l'autre thème, de notre volonté lorsque nous voulions ensemble créer un nouveau parti, c'est-à-dire le renouveau.
Pourquoi cette volonté de renouveau, et comment s'est-elle exprimée ?
Les Socialistes que nous sommes se sont trouvés confrontés pendant les années d'après-guerre, enfin un certain nombre d'entre eux, et j'en suis, avec des tâches, disons le, difficilement conciliables avec leur idéal Socialiste. Ils l'ont fait, nous l'avons fait, et en ce qui me concerne, je garde toujours ma responsabilité. Il ne s'agit pas ici d'autocritique. Je suis de ceux qui sont tout prêts à justifier leur position de la veille. Mais ce n'est pas avec cela qu'on fera le parti du renouveau, ce n'est pas en justifiant hier. Mais tous, simplement, sont arrivés ensemble à l'appréciation qu'il y avait dans la situation nouvellement créée des chances nouvelles que la situation nouvelle, dis-je, offre aux Socialistes.
Nous sommes ainsi arrivés à cette conviction qu'il fallait adopter une nouvelle stratégie pour le Parti Socialiste nouveau, stratégie permise par l'événement, qu'il fallait par ailleurs que cette nouvelle stratégie soit prise par un parti qui, pour employer un vocable que je déteste, mais qui, parait-il, est accepté par tous aujourd'hui, fût crédible.
J'ai personnellement tout fait, même par un effort personnel, pour que ce changement soit réel. Le premier point, celui de la volonté d'ouverture à gauche, est né du Congrès de la SFIO, du 53ème Congrès. Le deuxième point, celui de la crédibilité, en facilitant l'accession d'hommes nouveaux auxquels j'affirme toute ma confiance, est né de la naissance de ce nouveau parti lorsqu'ils ont accédé à des postes de responsabilité.
Mais l'essentiel de la novation, ce n'est pas cela. L'essentiel de la novation, il réside dans l'affirmation par ce nouveau Parti Socialiste de sa volonté d'union de la Gauche, avec les espoirs que cela crée et les conditions que cela impose.
S'il était vrai, au prochain congrès – et je pose les problèmes en clair – que certains camarades souhaitent revenir sur cette attitude, c'est à eux plus particulièrement encore qu'aux autres que je demande de réfléchir, car alors, cette volonté de rénovation, elle nous était commune ; elle a été à la base de nos efforts communs. Si demain devait l'emporter une majorité qui, dans la confusion, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, mettrait en cause la mission révolutionnaire du Parti Socialiste et sa volonté unitaire à Gauche, c'en serait fait de l'espoir de novation.
(Applaudissements)

Tout cela, au mieux, se terminerait par ce que dans d'autres pays on appelle une révolution de palais.
Je demande qu'en retournant dans leur fédération les camarades ici présents ne manquent pas de rappeler cela à tous nos militants, car c'est à eux, et à eux seuls, ces militants, qu'il appartient de décider de l'avenir et des chances de demain du Parti Socialiste en France.
(Vifs applaudissements)

Le président – La parole est à notre camarade Coing-Boyat, de l'Isère.
Que le camarade Guidoni se prépare.

Coing-Boyat (Isère)

Ce matin Alain Savary m'a rassuré sur la presse du Parti. A mon avis, il n'était que temps. Les militants de l'Isère ont beaucoup souffert de l'absence d'informations dans ce Parti, particulièrement pendant le premier semestre 1970, où la fédération de l'Isère a dû faire re polycopier à ses frais les textes venant de la Cité Malesherbes et diffusés en un trop petit nombre d'exemplaires, par exemple la lettre de Savary aux militants.
Certes, depuis il y a eu des améliorations, par exemple je me réjouis que Dazelles m'ait envoyé très rapidement et très largement successivement 200 puis 300 exemplaires de l'appel de la Délégation nationale pour l'unification des Socialistes. Mais ceci est vraiment tout à fait récent, et la trésorerie départementale de l'Isère, en re polycopiant les textes diffusés en trop petit nombre par la Cité Malesherbes, épuisé le fonds de roulement provenant de la SFIO. C'est ainsi que nous n'avons pas pu payer la première commande de fournitures 1971.
En tant que trésorier fédéral de l'Isère, je voudrais aussi faire remarquer que le barème des revenus déterminant les cotisations est aberrant ! Ainsi il ne semble pas que nos responsables nationaux se soient aperçus que le SMIG était maintenant très voisin de 700 F par mois; alors la tranche de revenus comprise entre le SMIG et 700 F est tout à fait écrasée !
D'autre part ce barème ne tient pas compte des charges de famille. Ceci n'est peut-être que de l'intendance, mais je crois que c'est sérieusement à revoir pour le futur du Parti.
Autre point de détail également, le système des 12 timbres mensuels me semble totalement périmé. Il ne faut peut-être pas en venir à une cotisation, un versement unique, mais enfin on pourrait au moins adopter le principe de timbres trimestriels.
Ceci étant dit, néanmoins l'activité des organes dirigeants du Parti nous a satisfaits jusqu'au Congrès d'Epinay, c'est-à-dire jusqu'à l'adoption du plan d'action Socialiste.
Par contre l'imprécision de la motion du Congrès national de Bondy en octobre nous a déçus. D'ailleurs cette motion, par son interprétation, a permis des alliances de type un peu centristes, à Nantes et à Nancy notamment.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Dans l'Isère, certes, nous n'avons pas eu de chance dans notre attitude unitaire, parce que le PC, est parti en guerre contre nous en raison de nos alliances avec les groupements d'action municipale. Nous avons néanmoins triomphé dans la plupart des cas, sauf précisément dans ma propre commune, bien que des municipalités entières aient été conquises par des listes uniquement Socialistes, ou union des Socialistes, par exemple avec la Convention à Vienne, ou avec le groupement d'action municipale et le PSU à Grenoble.
Nous pensons qu'au plan national l'alliance avec le PC est indispensable pour gagner les législatures 1973. Un contrat de majorité est bien sûr nécessaire, et il est conditionné par les garanties qu'acceptera le PC. Mais dans notre esprit, ces garanties ne sont pas un préalable ; elles doivent apparaître normalement au cours de la reprise du dialogue avec le PC qu'il importe à notre avis de reprendre plus vite, sans fixer de limite, sauf évidemment celle de la date des législatives de 73. C'est en discutant à tous les niveaux avec le PC que nous contribuerons à son évolution et que nous renforcerons la tendance non stalinienne.
Je ne suis pas autorisé à me prononcer sur l'une des motions ; d'ailleurs, dans l'Isère, nous n'en connaissons actuellement que deux, celle de l'ERIS et celle du CERES.
Ce sont les militants de l'Isère qui décideront du choix des motions. Mais dans l'ensemble je puis dire que la fédération de l'Isère est favorable à l'union de la Gauche, et en particulier bien sûr au regroupement des Socialistes, et nous nous réjouissons du prochain congrès d'Epinay, mais favorable également à une union avec le Parti Communiste.
(Quelques applaudissements)
Pour conclure, je dirai que la fédération de l'Isère n'émet pas de défiance à l'égard des organes dirigeants sortants.
(Applaudissements)

Le président – Il est regrettable que tous les orateurs ne soient pas écoutés dans le silence.
La parole est à notre camarade Guidoni.

Guidoni

Chers camarades, nous avons eu ce matin un rapport extrêmement complet, exhaustif, de ce qu'a été l'activité du Parti dans ces deux dernières années, et en même temps un certain nombre d'aperçus importants sur ce que serait la volonté et l'activité du Parti dans les mois qui viennent, et particulièrement en ce qui concerne la préparation du Congrès de l'unité, et c'est sur ces points qu'il convient que chacun apporte son opinion et son jugement.
Il est clair qu'il y a un certain nombre de points, l'unanimité de tous ceux qui sont ici, l'unanimité du Parti Socialiste, tel qu'il est aujourd'hui, peut se faire facilement.
La situation n'était pas simple, les conditions objectives dans lesquelles s'est développée notre action, n'était pas facile, il y a eu un travail de fait, un travail

considérable et nous sommes les derniers à le sous-estimer.
Il est clair également que l'on aurait pu souhaiter qu'un certain nombre de problèmes, qui sont des problèmes matériels auxquels il n'est probablement pas impossible de trouver une solution, soient réglés de façon plus rapide et plus satisfaisante. Je n'en dirai qu'un mot.
Il nous paraît toujours aussi souhaitable, et peut-être que ce qu'Alain Savary nous annonçait ce matin, concernant la fusion de la documentation Socialiste et de l'APL, en est l'embryon, qu'un organe hebdomadaire du Parti puisse aider le travail de nos sections, puisse être éventuellement vendu de façon militante, puisse participer au rayonnement de notre Parti.
Mais cela, chers camarades, nous pensons que ce sont des problèmes qui pourront se régler et ce n'est pas aujourd'hui l'essentiel.
Disons que l'essentiel, comme l'a très bien dit ce matin Alain Savary, est le problème de la volonté de notre Parti de se faire entendre et de faire triompher son action.
Je reprends le texte exact de l'intervention du Premier Secrétaire : "Ce n'est pas faute de textes que les problèmes ne sont pas résolus, mais c'est peut-être faute de volonté".
Un certain nombre d'aspects ont été soulevés, un certain nombre de problèmes ont été évoqués, qui sont des problèmes réels et je songe notamment à ce qui a été très justement dit par Alain Savary, concernant notre relative faiblesse en matière de campagne d'action et de campagne nationale.
Eh bien, je le dis très simplement, très clairement, Alain Savary a pu, à propos de la journée d'action nationale sur les transports en commun, défiler dans Paris à la tête des militants de notre fédération et des fédérations de la couronne et je suis convaincu que, sur un certain nombre de problèmes, les fédérations autrement puissantes que la nôtre, autrement fortes que nous ne le sommes, peuvent également si elles le veulent, engager des campagnes et faire connaître à l'extérieur les opinions, les points de vue et les solutions du Parti.
Je suis persuadé que, sur un certain nombre de problèmes qui sont réels, qui font divergence entre nous et les Communistes et où notre voix n'est pas assez entendue, il est possible, dans un certain nombre de fédérations puissantes, d'agir de façon beaucoup plus publique, de façon beaucoup plus évidente, pour faire connaître les solutions et les points de vue des Socialistes ; il y a là une question qui est essentiellement une question de décision et une question de volonté et pas uniquement, ce serait trop facile, de la part de la Direction nationale, il serait trop facile de rejeter la responsabilité uniquement sur elle, mais de la part des responsables des différentes fédérations.
II y a également et c'est un problème qui pour nous a été un problème fondamental, parce que sur le compte de la fédération de Paris – je crois qu'il faut le dire et le dire clairement, tout le monde soit le savoir – eu une des plus invraisemblables campagnes de calomnie qui ait jamais couru dans le Parti. Cette campagne, nous sommes à même d'y répondre, nous avons les arguments qu'il faut pour cela et c'est parce que nous n'avons pas de peine à répondre aux questions qui nous sont posées que nous estimons avoir le droit d'en poser

Collection Jean Jaurès

d'autres, et en particulier nous estimons avoir le droit de dire que beaucoup de ces défaites que nous ressentons tous très durement, qui sont des défaites de fiefs importants que notre Parti tenait depuis toujours, qui étaient des lieux historiques où le Socialisme avait pratiquement trouvé sa source, où il s'était développé, qui étaient les bases de notre Parti, où notre Parti avait démarré pour grandir, ces défaites dans ces lieux-là, tous les Socialistes, les anciens comme les nouveaux, les ressentent de la même façon. Et nous avons le droit de dire que, si au niveau national l'image que nous avons offerte avait été plus cohérente, si un certain nombre de bavures avaient été sanctionnées plus rapidement, si on avait mis la même ardeur, la même rapidité et la même attention à faire des Commissions d'enquête sur un certain nombre de cas précis, qu'on a mis d'ardeur et de rapidité et d'attention à faire des Commissions d'enquête sur le fonctionnement de notre fédération, il y a peut-être dans un certain nombre d'endroits des choses qui se seraient passées de façon plus satisfaisante.

Nous pensons que ces élections municipales n'ont pas été, contrairement à ce que la presse bourgeoise a voulu dire, n'ont pas été une défaite pour notre Parti et que nous nous en sommes tirés honorablement.

Cela n'a pas été une défaite, cela aurait pu être une victoire. Nous disons que si la décision de Bondy, qui était ce qu'elle était, avait été appliquée pleinement et dans toutes ses conséquences, avec toute la rigueur nécessaire, nous n'en serions pas aujourd'hui où nous en sommes.

Il y a un dernier point, camarades, qui concerne le dialogue et là je voudrais être très clair.

Des questions se posent aujourd'hui dans l'ensemble du mouvement ouvrier et des questions qui ne sont pas abstraites : le 1er mai a montré à quel point ces questions de la liberté, du pluripartisme, étaient des questions très concrètes, très immédiates et très pressantes.

Eh bien, camarades, ces questions, nous avons le droit et le devoir de les poser aux Communistes, ce sont des questions sur lesquelles nous avons le droit et le devoir d'exiger des réponses claires et précises. Il est clair qu'elles ne peuvent pas être posées de façon trop discrète ou trop secrète et qu'elles demandent à être posées publiquement. C'était ce qui était prévu par le texte d'Issy-les-Moulineaux.

Je pense qu'un certain nombre d'entre vous en ont fait également l'expérience dans leur ville, mais à Paris nous l'avons ressenti particulièrement parce qu'il y avait un effort particulier, nous avons eu partout, dans tous les quartiers, dans tous les arrondissements, dans le moindre cinéma de Paris, le numéro classique "dites-moi M. Marchais, dites-moi M. Leroy, dites-moi M. Andrieux..." avec des micros baladeurs dans la salle. Et alors là effectivement, sur le dialogue entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste, M. Marchais, M. Leroy, M. Andrieux, avaient des tas de choses à dire et ils avaient des tas d'explications qui étaient leurs explications.

Mais, où la population pouvait-elle aller chercher les explications des Socialistes ?

Où la population, sauf dans les interventions que nous faisions là, dans la salle, mais avec les limites que cela comporte, allait-elle chercher les arguments qui étaient ceux des Socialistes, en particulier sur les divergences importantes qui nous séparent du Parti Communiste ?

Une voix – Narbonne !

Guidoni – Dans quelle action avons-nous pu expliquer aux gens ce que nous voulions et pourquoi, sur tel et tel point, nous n'étions pas d'accord ?
Et pourquoi, sur tel et tel point nous estimions qu'il était indispensable que le dialogue continue, et pourquoi sur tel et tel point nous considérions que les préalables n'étaient pas levés ?
Il y avait là toute une action publique, tout un dialogue public à mener et je dis qu'il n'a pas été mené de la façon dont il aurait fallu qu'il le soit.
Je ne sous-estime pas les problèmes matériels que cela pose, je dis qu'il y a aussi, et nous en sommes tous coupables, nous comme les autres, notre faute, il faut que chacun de nous – et c'est un peu l'occasion dans une réunion comme celle-ci – fasse son autocritique. Je dis que nous avons été trop timides, que nous avons été peut-être trop discrets et qu'il aurait fallu aller beaucoup plus loin, opposer beaucoup plus franchement nos conceptions et d'une façon beaucoup plus claire et beaucoup plus concrète.
C'était là le sens du mot "public" dans le texte d'Issy-les-Moulineaux.
Enfin, je voudrais en venir au dernier point qui est le Congrès de l'unité et je dirai simplement et très franchement, vous le savez, que tout le monde dans cette salle a probablement quelques amis, d'abord il y a beaucoup de membres du Comité directeur, mais beaucoup de gens ont des amis au Comité directeur et l'on finit par bavarder, par savoir des choses. Je n'en sais pas beaucoup. Je sais simplement que si le congrès d'unité Socialiste se prépare sans qu'une confiance pleine, entière, soit faite aux gens qui y seront délégués, nous allons vers des situations que personne n'est capable aujourd'hui de contrôler.
(Quelques applaudissements)
Je dis qu'il y a un côté apprenti sorcier inquiétant, avec un Parti qui change, qui bouge, et c'est une bonne chose, qui se renforce, et c'est une bonne chose, à essayer de l'enfermer à l'avance dans un corset.
Je dis que la règle de la démocratie dans un congrès, le fait que ceux qui sont délégués par ceux qui adhéreront à ce nouveau Parti, participent pleinement à l'ensemble des actes du Congrès, est une règle importante et une règle à ne pas oublier et qu'il faut faire attention, bien entendu, à ne pas tomber dans les pièges que l'on pourrait nous tendre, faire attention que les adhérents ne soient pas des adhérents fictifs, faire attention qu'il n'y ait pas de tricherie ou d'exagération d'un côté ou de l'autre, et croyez-moi, je connais le Parti depuis longtemps, les exagérations, elles ne seront pas à sens unique.
Eh bien, une fois toutes ces précautions prises, un homme, une voix, et que les délégués qui peuvent dire leur mot sur les questions politiques disent également leur mot sur la désignation des organismes dirigeants.

Nous avons appris, et ce sera ma conclusion, ce sera mon dernier mot, que les textes valent par la façon dont on les applique, que l'unité vaut par l'esprit d'unité dont sont animés les dirigeants qui sont chargés de les appliquer.
Nous pensons que l'avenir montrera qu'un Parti Socialiste, s'il veut être vraiment Socialiste, doit d'abord avoir en lui-même assez de foi et assez de volonté pour se manifester clairement, au grand jour, devant la population. Nous pensons que, pendant les dernières décades, et je le dis très simplement parce que c'est la réalité, une réalité qui est triste, qui ne réjouit personne, les manœuvres de vouloir, les manœuvres préparées à l'avance, les congrès étouffés et déjà conclus avant d'avoir même commencé, ont coûté cher au mouvement Socialiste, ils ont coûté cher à notre Parti, ils lui ont fait perdre une grande partie de son audience dans les masses ouvrières et paysannes et nous disons qu'il faut avoir suffisamment confiance dans ceux qui viennent aujourd'hui au Socialisme, avec leur foi, avec leur volonté, pour que ce Congrès de l'unité soit aussi le congrès préparatoire à une victoire prochaine et rapide.
(Applaudissements)

Le président - Le camarade Fichaut du Loir et Cher se prépare.
Camarade Dreyfus-Schmidt, Belfort, tu as la parole.

Dreyfus-Schmidt (Belfort)

Camarades, je ferai deux observations et la première s'enchaîne sur ce que vient de dire Guidoni.
Je suis d'accord avec lui quand il dit que nous ne souffrons pas d'une absence de textes, mais d'une volonté de les appliquer et j'en donne un exemple.
C'est l'article 21 de nos statuts qui stipule que la liberté de discussion est entière au sein du Parti, mais que nulle tendance organisée ne saurait y être tolérée...
(Applaudissements)
Avoir un titre permanent, avoir un journal régulier qui ne traite pour la critiquer que de la politique du Parti,
Tenir des assemblées générales publiques qui ne traitent, pour les critiquer, que de la politique du Parti,
Avoir des responsables dans chaque fédération et dans chaque section,
Organiser des repas en commun y compris les jours de réunion de nos organismes nationaux,
Enfin déposer des motions dans nos congrès, est-ce que ce n'est pas organiser une tendance ?
(Quelques applaudissements)
Est-ce que nous aurions trop d'argent, est-ce que nous aurions un quotidien trop puissant pour que nous puissions nous permettre de disperser nos efforts dans des feuilles multiples et peu lues ?
Est-il outrecuidant de demander que ceux qui prétendent dénoncer un brouillard stratégique respectent la parfaite clarté des statuts que nous nous sommes donnés ensemble ?
Et j'en arrive à ma deuxième observation, elle a trait au Congrès de l'unité, elle

Collection Jean-Jaurès

sera brève.
Je voudrais dire seulement qu'il serait à la fois injuste et qu'il serait ensuite néfaste qu'il n'y ait pas demain de majorité possible dans ce Parti, du fait de la conjonction de maximalistes et de minimalistes, ceci à l'occasion de l'arrivée de nouveaux membres, arrivée rendue possible, j'en porte témoignage, par la compréhension, l'opiniâtreté et la loyauté du Premier Secrétaire du Parti.
(Applaudissements)

Le président – Le camarade Wolf se prépare.
La parole est à Fichaut.

Fichaut (Loir-et-Cher)

Mes camarades, à ce point du débat, il est clair, comme l'ont montré toutes les interventions précédentes, que l'objet de cette journée d'information est beaucoup plus la préparation du prochain Congrès de l'unité que le bilan de ce qui a été fait au sein du Parti depuis deux ans, et en particulier depuis le Congrès d'Issy-les-Moulineaux.
C'est pourquoi il faut qu'aujourd'hui, au terme de cette réunion, nous repartions avec un certain nombre de précisions concernant les modalités de préparation de ce Congrès et au-delà des modalités, des circonstances politiques, qui seront celles de ce Congrès, parce que, dans cette affaire, la procédure est au service de la politique et que, à s'en tenir aux questions de procédure, on risque de laisser s'estomper les véritables problèmes qui sont des problèmes politiques.
Et, en particulier au niveau des congrès départementaux, la question que je voudrais poser est celle de la manière dont ces Congrès se détermineront au regard des orientations politiques qui leur sont proposées, car tout est réglé, semble-t-il, en ce qui concerne la désignation des délégués au Congrès, puisque aussi bien ces délégués sont répartis famille par famille : 800 pour le Parti Socialiste, 100 pour la Convention, 100 pour les nouveaux adhérents, et par conséquent les Congrès départementaux ne pourront à cet égard que se conformer aux répartitions de délégués qui auront été déjà arrêtées par la Délégation.
Et, pour ce qui nous concerne, et pour ce qui concerne 800 délégués par le Conseil national d'Avignon, mais abstraction faite de cette désignation de délégués, comment les Congrès départementaux se détermineront-ils par rapport aux orientations politiques et quelle correspondance pourra être trouvée entre, d'une part le vote sur les orientations politiques et, d'autre part, l'élection des délégués, telle qu'elle est déjà pré-déterminée par la répartition numérique fixée par la Délégation nationale ?
Et, en particulier, au niveau des Congrès départementaux, comment le vote sur les orientations se fera-t-il, selon les cas, selon les départements, selon les situations locales ? S'agira-t-il d'un vote par mandat ou d'un vote au contraire par présence, sous forme d'assemblée générale ?
Tout cela reste dans l'ombre et jusqu'à maintenant aucune consigne précise ne nous a été donnée sur la ligne que nous devrons suivre dans l'organisation de ces

Fondation Jean Jaurès

Congrès, de telle sorte que le choix des orientations politiques résulte véritablement de l'opinion de ceux qui seront représentés réellement au sein de ces Congrès.
Car il ne faudrait pas que le Congrès vers lequel nous allons, ce Congrès du mois de juin, soit comme il pourrait le sembler à l'heure actuelle, le Congrès des faux problèmes.
Il y a d'abord le faux problème de savoir s'il s'agit du deuxième Congrès d'un Parti déjà existant, bien que nouveau, et en même temps que nouveau, ou au contraire du premier Congrès constitutif d'un Parti qui serait cette fois nouveau, une fois de plus, jusqu'au prochain nouveau Congrès du nouveau Parti, et ainsi de suite.
La méthode qui a été suivie, celle qui consisterait à remettre l'organisation de ce Congrès à une Délégation nationale, avait l'avantage, chacun a pu le mesurer, de nous conduire à un aboutissement positif et à une réussite en ce qui concerne l'accord sur l'organisation de ce Congrès, mais elle présente en même temps un inconvénient dans la mesure où finalement, les responsabilités ayant été déléguées à ce groupe auquel les parties constitutives ont renvoyé leurs pouvoirs, les décisions de cette délégation peuvent être à tout moment remises en cause par telle ou telle partie qui ne se reconnaîtrait pas dans les dispositions qu'aurait prises cette délégation.
De même, il y a le faux problème, et je crois que c'est le faux problème central si l'on peut dire, celui qui consiste à mettre en balance, d'un côté la nécessité ressentie par certains, de la rénovation et, de l'autre, l'urgence du choix de l'orientation politique, comme s'il n'était pas clair que la seule rénovation qui vaille était celle qui résulterait de l'orientation politique et qu'à séparer la rénovation de l'orientation politique, on se livrait à une manœuvre d'appareil sans véritablement approfondissement des problèmes.
De la même façon, il y a le faux problème qui consiste à opposer structures du Parti à ses références doctrinales, comme si, là encore, la nécessaire amélioration du fonctionnement administratif du Parti devait être conçue comme un préalable au choix de cette fidélité à ma doctrine fondamentale du Socialisme démocratique telle qu'elle a été élaborée par des années et des années d'expérience du mouvement ouvrier démocratique dans ce pays !
Enfin, dernier faux problème, celui qui consiste à opposer le choix des alliances au choix de la stratégie, comme si c'était un simple problème d'alliance, un simple problème de tactique électorale que de déterminer la situation de notre débat et de la poursuite de notre dialogue avec le Parti Communiste, alors qu'au contraire cette question relève d'un tout autre niveau que celui des alliances électorales et des tactiques passagères et qu'elle se réfère au fond même de notre fidélité à l'orientation du mouvement Socialiste, à sa stratégie fondamentale depuis qu'il existe et depuis qu'il traverse les crises et les problèmes que l'on sait.
C'est pourquoi il faut dire très en clair aujourd'hui qu'à travers la préparation de ce Congrès, ce qui est en jeu c'est la fidélité de l'orientation, la fidélité à l'orientation que le Parti Socialiste s'était choisie lors, de son Congrès d'Issy-

les-Moulineaux.
La fidélité à l'orientation d'Issy-les-Moulineaux ne saurait consister à répéter purement et simplement en 1971 les formules qui étaient valables et qui avaient un sens en 1969, à recopier purement et simplement la motion de 1969, comme si elle pouvait passer aujourd'hui comme une motion de synthèse valable. Ce serait, en réalité, un recul par rapport à cette même orientation.
En réalité, deux ans après Issy-les-Moulineaux, rester fidèle à l'orientation d'Issy-les-Moulineaux, c'est mesurer jusqu'où nous pouvons aller plus loin dans le sens de l'orientation d'Issy-les-Moulineaux, compte tenu de l'expérience qui a été faite pendant deux ans et compte tenu, en particulier, du bilan qui nous a été présenté ce matin de l'action menée par le Parti en application de cette orientation d'Issy-les-Moulineaux.
Et c'est pourquoi rester fidèle à Issy-les-Moulineaux c'est, dès maintenant, déterminer quelle est la prochaine étape que nous pouvons poursuivre dans le sens même que nous avions décidé ensemble à Issy-les-Moulineaux et, en particulier, déterminer quelles sont les modalités selon lesquelles nous pouvons approfondir les conditions des ripostes communes avec le Parti Communiste en particulier, et les conditions d'un nouveau développement du débat public avec le Parti Communiste sur les conditions fondamentales de l'accord politique.
Mais, s'en tenir aux formulations d'Issy-les-Moulineaux, ce serait, en 1971, sous couvert de synthèse en réalité un recul par rapport à la véritable fidélité qui consiste, maintenant, à aller plus loin dans le même sens, compte tenu de l'expérience qui a été faite, et c'est pourquoi ceux qui feraient le pari de compter sur le Congrès de juin prochain pour, sinon remettre en cause, mais en tout cas atténuer l'approfondissement de notre orientation fondamentale d'Issy-les-Moulineaux, grâce à l'apport de nos camarades de la Convention, comme si cela pouvait apporter une sorte d'atténuation et une sorte de renforcement à la position de ceux qui ont été minoritaires au Congrès d'Issy-les-Moulineaux, est un calcul faux et un calcul dont le Parti doit avoir conscience, qui le détourne de la tâche fondamentale qu'il s'est fixée.
C'est pourquoi nous devons dire très clairement que si, sous le couvert de rénovation, qu'il s'agisse de la rénovation de la direction, qu'il s'agisse de la rénovation des structures, qu'il s'agisse de la rénovation des mentalités ou du langage, on veut nous donner un changement d'orientation qui reviendrait à limiter le développement du choix stratégique que nous avons fait pour l'unité de la Gauche et pour la recherche d'un accord politique avec le Parti Communiste, qui n'est pas encore fait, mais qui doit inlassablement être recherché, alors le Congrès de juin prochain sera, au nom de ces faux problèmes, un Congrès de dupes.
Et, en particulier, il faut dire à nos camarades, notamment à nos camarades qui ont signé la motion "Unité et rénovation", qu'en opposant comme ils le font l'unité pour que cela change et l'unité pour que les choses demeurent en l'état, c'est une fausse alternative qu'ils nous proposent car l'alternative n'est pas entre maintenir ce qui est et, au contraire, comme ils semblent se préparer à le faire, à revenir en arrière, sous couvert de rénovation, en accordant à ceux qui ont

contesté l'orientation d'Issy-les-Moulineaux, une place dans la direction du Parti, qui serait un ralentissement de son activité. Il faut, au contraire, que dans la fidélité à ce que nous avons fait, nous allions plus loin, comme, Jaurès le disait, "un fleuve ne renie pas sa source en allant vers son embouchure".
(Applaudissements)

Le président – Wolf ayant renoncé à la parole, celle-ci est à notre camarade Taddéi, Somme.

Taddéi (Somme)

Camarades, cette journée d'information a pour but de préparer le Congrès d'unité des Socialistes et, de ce point de vue, je voudrais faire une première observation : il m'a semblé, en entendant un certain nombre d'interventions, en entendant discuter un certain nombre de camarades, que cette perspective d'unité des Socialistes est accueillie avec peur, avec de nombreuses réserves, en n'en voyant que l'aspect négatif, par de trop nombreux camarades...

Un délégué – Par ceux qui parlent à la tribune !

Taddéi – Bien sûr, une telle entreprise a des inconvénients, comme toute entreprise humaine... Mais, tu veux m'interrompre Caillieret ?

Caillieret – Non, non.

Taddéi – Ne le fais pas, alors, si tu ne veux pas le faire !
Bien sûr, toute entreprise humaine a des inconvénients, celle-là aussi, mais je crois que le Parti, dans son immense majorité considère que l'unité Socialiste, telle qu'à Issy-les-Moulineaux, nous avions été une très grande majorité à la proposer comme objectif pour le Parti, est un fait positif et qu'il faut en voir surtout les aspects positifs. Mais, pour cela, camarades, dans vos fédérations il y a des mesures concrètes à prendre.
Il ne suffit pas de se dire : "Oh ! le responsable locale de la Convention des Institutions républicaines ne représente rien... J'attends qu'il m'écrive... " ou : "Il m'a pas écrit, mais je n'ai pas compris sa lettre"… ou : "Je ne l'ai pas reçue... " ou bien encore : "Eh bien, on se verra bien le 6 juin, le jour du Congrès de l'Unité." !
C'est le moment, camarades, d'en profiter pour faire un formidable travail de propagande et de recrutement pour le Parti.
Je n'ai pas pour intention de présenter ma fédération comme exemple, mais je dirai que nous faisons, dans notre département, une dizaine de meetings unitaires, avec des conventionnels – il y en a très peu dans la Somme et, éventuellement, nous allons les chercher ailleurs – ceux que nous trouvons et avec les inorganisés qui veulent bien venir nous rejoindre, et là nous en trouvons beaucoup plus.
Camarades, le mois qui passe a pour but de renforcer considérablement le

Fondation Jean Jaurès

courant Socialiste. Si vous n'en profitez pas, si vous jouez à la gué-guerre avec tel notable local, baptisé CIR, si vous n'en profitez pas pour augmenter le nombre d'adhésions au Parti, pour faire un travail de propagande et de recrutement, alors vous aurez raté une chance importante.
Ceci étant, chacun fera ce qu'il pourra et nous irons aux Congrès départementaux et, ensuite, au Congrès national.
Qu'est-ce qu'on y fera ?
Eh bien, notre Premier Secrétaire l'a dit, nous parlerons de structures, nous parlerons d'orientation politique à Epinay.
En ce qui concerne les structures, le grand thème, du moins si j'en crois la presse que, jusqu'à nouvel ordre, nous appelons bourgeoise, le grand thème est celui de la rénovation.
C'est un thème intéressant en soi, tout le monde est pour la rénovation, mais je me permettrai de dire aux camarades que la rénovation, ce n'est pas le résultat d'une décision de Congrès, ça se réalise sur le terrain, dans les fédérations… (applaudissements)… et je suis obligé de reconnaître, et à la limite c'est humain et bien normal, que ceux qui nous parlent parfois le plus de rénovation sont justement ceux qui, dans leurs fédérations ont pu le moins en réaliser depuis deux années.
(Applaudissements)
Je suis obligé de dire que, dans la fédération de la Somme, nous avons fait, mon Dieu, un tiers...
(Protestations diverses)

Le président – Un peu de silence, s'il vous plaît. Il n'y a qu'une seule personne qui puisse interrompre l'orateur, c'est le président ! Laissez-lui cette possibilité. Je demande donc à la salle de faire silence. Si vous avez quelque chose à dire, vous pouviez vous inscrire, c'est tout ! Il fallait vous inscrire !
(Applaudissements)

Taddéi – Je suis d'accord, Notebart, si tu veux tu peux m'interrompre !

Arthur Notebart – Je suis d'accord avec lui, ne me le reprochez pas, pour un coup !

Le président - Cela pourrait être une communion silencieuse !

Taddéi – Je disais que, dans mon département, ayant augmenté le nombre d'un tiers depuis le mois d'octobre, ayant créé 14 nouvelles sections, ayant, pour la première fois depuis 1936, fait deux nouveaux conseillers généraux, ayant gagné dans les mairies de plus de 2 000 habitants, 7 mairies à l'Union de la Gauche, alors que le Parti, mon Dieu, ne soyons pas cruel, mais que le Parti était en pleine décrépitude, là comme dans un certain nombre d'autres endroits, nous pouvons considérer que la rénovation est déjà très largement engagée et que nous la continuerons au-delà de toutes les motions.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Alors, camarades, la rénovation, il va falloir qu'on s'en occupe sur le terrain et, vous le savez très bien, ce n'est pas une question de modification des statuts.
Ceci étant, c'est un état d'esprit et je considère comme positif qu'un nombre croissant de camarades s'en préoccupent.
Et puis, nous discuterons, à ce Congrès, également de l'orientation politique.
Et là aussi je considère comme éminemment positif – et il n'y a aucune ironie – je considère comme éminemment positif que pratiquement toutes les motions qu'il m'a été jusqu'ici donné de connaître font référence à l'union de la Gauche.
Camarades, quel progrès par rapport à il y a quelques années ! C'est remarquable.
Alors, ce n'est plus un problème entre nous. Nous sommes maintenant tous pour l'union de la Gauche, mais il faut quand même que, sur les orientations politiques, si nous voulons effectivement la rénovation, que les choses soient bien claires. Alors, il y a un certain nombre de points à préciser :
-Nous sommes d'accord pour avoir des accords électoraux avec le Parti Communiste. Qui oserait dire le contraire ?
-Nous sommes d'accord aussi pour avoir avec le Parti Communiste des ripostes communes, défensives, qu'il s'agisse de la loi anti-casseur, qu'il s'agisse de la laïcité, qu'il s'agisse demain de tout autre thème.

Dans la salle – Mauvais exemple !

Taddéi – Nous sommes d'accord pour avoir un certain nombre de ripostes communes, bien sûr défensives.
Est-ce que nous sommes d'accord sur plus de choses ?
Eh bien, un point sur lequel nous sommes d'accord, nous sommes d'accord pour ne jamais engager les travailleurs et les citoyens de ce pays dans une expérience qui ne serait qu'une mauvaise expérience, si le Parti Communiste n'a pas répondu clairement, ce qu'il n'a pas fait jusqu'à aujourd'hui, au problème du droit politique des minorités !
(Applaudissements)
Je remercie les camarades qui m'applaudissent... cela me paraît tellement évident... mais il y a des choses qui vont mieux en le disant qu'en ne les disant pas.
Je suis d'accord également et, par conséquent, là-dessus, nous sommes d'accord... (protestations diverses)... il ne doit y avoir là-dessus, entre nous, aucune équivoque.
Alors, qu'est-ce qui peut nous diviser ? Oh ! des problèmes de technique, de négociations, de méthodes, de savoir si on attend un accord du Parti Communiste sur le droit politique des minorités pour engager le programme de Gouvernement, ou si on commence à prévoir une certaine plate-forme possible pour ce programme avant d'avoir cette garantie ?
Tout cela, ce sont des questions de technique.
Quel est le point fondamental qui demeure entre nous ? Car il ne faut pas tricher, camarades, autrement qu'est-ce que la rénovation ?

Fondation Jean Jaurès

Le point fondamental qui demeure entre nous, c'est de savoir si, vis-à-vis du Parti Communiste, dans la négociation avec lui, nous discutons pour faciliter les futurs accords électoraux ou pour venir au pouvoir ensemble, pour se lancer dans la construction du Socialisme dans ce pays ?
Telle est la seule question.
(Applaudissements)
Et c'est pour cela qu'il n'y a rien de paradoxal, et c'est pour cela que c'est parfois les camarades qu'on situe les plus à gauche dans le Parti qui sont les plus durs dans la négociation à l'égard des Communistes.
Et c'est pour cela, camarades, qu'il faut poursuivre et achever dans un délai qui, à mon sens, peut être bref, le dialogue engagé, et je voudrais, de ce point de vue, lever une équivoque.
Nous avons effectivement engagé un dialogue sur les questions fondamentales avec le Parti Communiste.
Nous avons progressé, tout le monde l'a dit. Nous n'avons pas achevé.
Est-ce qu'il faut maintenant, ce dialogue n'étant pas achevé, et pour avoir fait partie de la délégation Socialiste, je rappellerai que nous n'avons eu, finalement, de par les contraintes du calendrier politique, que deux mois de discussions utiles, l'achever ? Est-ce que nous devons maintenant achever ce dialogue sous la forme d'une série d'ultimatums, de questions à répondre par oui ou par non, par le Parti Communiste ?
Il y a encore des discussions au fond qu'il faut avoir avec lui et il ne faut pas lui donner le prétexté de refuser de répondre à des questions, à un questionnaire, par oui ou par non.
Le dialogue est bien engagé, il peut se terminer rapidement, nous devons même le terminer rapidement, et là dessus il faut que nous soyons d'accord sur sa portée, il faut que nous nous reportions tant au contrat Socialiste de la Convention, qu'au plan d'action Socialiste qu'à la quasi-unanimité nous avons voté, si nos ventes ont un sens. Il s'agit, non pas du simple exercice du pouvoir, il s'agit pour nous, par la voie électorale, certes, mais il s'agit pour nous de la prise du pouvoir par la voie démocratique et de la première étape fondamentale de la construction du Socialisme avec toute l'union de la Gauche.
Camarades, si dans les jours qui nous séparent du jour décisif du Congrès national, vous posez le problème en termes clairs, alors soyons sûrs que nous aurons un parti fort, que nous aurons un parti rénové, parce qu'il aura montré effectivement ce qu'il veut, mais, camarades, d'ici là, par pitié pour le Socialisme ne trichons pas davantage !
(Applaudissements)

Le président – La parole est au camarade Sarre, fédération de Paris.

Georges Sarre

Chers camarades, en ce qui concerne le débat que nous avons aujourd'hui, je voudrais tout d'abord me tourner vers le passé, non pas que nous soyons parmi ceux qui s'inscrivent dans les passéistes, mais nous estimons que c'est à travers

ce qui a été pratiqué dans le passé que nous pouvons voir ce qui sera fait dans l'avenir. Et comme nous pensons que c'est entre camarades un débat loyal, franc, sans faux-fuyant, qu'il faut avoir, et comme le disait Savary ce matin, puisque nous sommes encore entre nous, je crois nécessaire de dire sans dissimuler ce que nous pensons, et comment nous jugeons l'action qui a été menée.

Après toute une série d'avatars, le nouveau Parti Socialiste était né à Issy-les-Moulineaux. C'est vrai que les choses avaient été difficiles. Une orientation sans doute imparfaite était sortie, relativement satisfaisante.

Dans le même temps, pour l'appliquer, une équipe nouvelle disposait, et ce n'est pas un élément mineur, d'un crédit réel chez les militants, et d'un préjugé favorable dans l'opinion publique.

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Certes, et le Premier Secrétaire aura raison de le dire, les choses ne sont jamais très simples; les choses ne sont jamais très faciles. Mais je suis de ceux qui sont convaincus qu'on aurait pu beaucoup mieux.

En effet, quelle est notre image dans l'opinion publique ? Taddéi a raison quand il dit que c'est le travail dans les sections et dans les fédérations quant au plan de la rénovation du recrutement qui est important. Mais nous estimons que tant qu'une image nationale n'est pas donnée, eh bien à l'évidence le travail qui est fait à la base comporte une déperdition telle que l'énergie des militants les plus courageux s'y dissout irrémédiablement.

(Applaudissements)

En ce qui concerne l'image du Parti, nous disons aujourd'hui que c'est une image voilée, indiscernable, car on a l'impression que le Parti ne vit pas, ne prend pas de position, ne tranche pas, et qu'en fait il est absent du débat politique, des luttes sociales, des batailles qui sont menées dans le pays.

De plus, pas de position claire, tranchée. On a le sentiment que la Direction ne réagit pas à l'évènement et semble frappée d'une hésitation permanente.

Combien de personnes, sympathisant ou non, s'interrogent sur ce que fait ou ne fait pas le Parti Socialiste ?

Je dis donc, et nous pensons tous, qu'il faut en finir avec un certain immobilisme.

En ce qui concerne maintenant les rapports entre le Parti Communiste français et le Parti Socialiste, nous avons encore là quelques idées.

Nous avons applaudi – et nous avons souhaité – à l'ouverture d'un dialogue entre les deux organisations de la classe ouvrière. Mais si, bien sûr, à travers le bilan, nous pouvons et nous nous félicitons des points de convergence entre les deux organisations, je suis de ceux qui critiquent la façon dont a été mené le débat.

En effet, il s'agissait toujours d'une sorte de diplomatie discrète, que je qualifierai personnellement, de secrète. A l'heure actuelle, dans l'opinion publique, si une rupture intervenait par malheur, il ne fait pas l'ombre d'un doute que pour 80% des Français, la responsabilité en incomberait au Parti Socialiste.

Fondation Jean Jaurès

(Quelques applaudissements)
Nous estimons en effet qu'un débat réel, avec le Parti Communiste, suppose, à l'évidence, un échange de propos percutants, de positions claires, un débat public et présenté à tous les niveaux, de manière à ce que, réellement, les travailleurs qui souhaitent non pas un parti, disons, rassemblé, mais qui veulent un parti plus imaginatif, démocratique, comme le nôtre, et quand le moment de choisir interviendra, se dirigent vers le nôtre davantage que vers l'autre, à condition que nous sachions donner l'impression et la vérité que nous sommes l'organisation ouvrière avant vocation majoritaire.
A ce propos, je veux dire quelle est notre conception des rapports avec le Parti Communiste.
Que veulent nos camarades du Parti Communiste ? Ils veulent un bon vieux Parti Socialiste, sclérosé, ne disant rien, et s'attendant plus ou moins à la vieille déchéance électorale.
Nous estimons que le Parti Socialiste doit viser la crise, qu'il doit être présent dans les universités et les entreprises, et qu'à ce moment-là, effectivement, le rapport de force changera.
Quant aux équivoques gratuites qui ont été lancées tout à l'heure, je tiens à dire que notre combat est clair et que nous n'entendons pas dire qu'il est possible, d'une manière ou d'une autre, de rompre le dialogue avec le Parti Communiste, mais qu'il faudra le mener autrement, et que si nous ne faisons pas descendre ce débat idéologique du ciel sur la terre, eh bien, là encore, nous connaîtrons des difficultés.
Quand tu dis, Taddéi, que le débat idéologique doit nous conduire inéluctablement à un accord avec le Parti Communiste, je dis que c'est une erreur grossière …(applaudissements)... car, en fait, le débat idéologique est un trait, une ligne continue qui, dans quelques années, suppose peut-être la réunification politique, mais que, en tout état de cause, le dialogue entre Socialistes et Communistes est commencé depuis 1920 et que nous serions légers de penser qu'après un débat idéologique nous pourrions construire quelque chose de précis.
Nous disons que c'est seulement sur les questions concrètes qu'il faudra obtenir des réponses satisfaisantes des Communistes pour savoir si, oui ou non, nous pouvons conclure quelque chose avec eux, et la motion d'unité rénovation ne dit rien d'autre que la chose suivante : "Oui, il faut ouvrir un débat portant sur tous les problème avec les Communistes", et l'opinion publique comprendra à partir de ce moment-là…

Palméro – Et l'UDR reste au pouvoir pendant ce temps-là !

Georges Sarre – Je te remercie, Palméro, de ton interruption. En effet, si vous n'avez pas quelque chose de tangible à présenter à l'opinion publique, vous serez les fourriers de l'UDR et vous lui donnerez encore une fois la possibilité de se maintenir au pouvoir.
(Applaudissements)

Confédération Jean Jaurès

En ce qui concerne, maintenant, nos dialogues avec le Parti Radical, je suis de ceux qui croient qu'effectivement, et qui veulent et qui souhaitent, le Parti Radical soit un Parti de gauche, mais ce n'est pas à nous de le dire, c'est à eux de le montrer.
(Applaudissements)
Je dis, Alain Savary, que toutes les fois que dans le journal, "Le Monde" ou autres, je sens, je lis ces appels du pied qui sont adressés à la direction du Parti Radical, je frémis quand on imagine que quelques mois avant, quelques semaines avant, à travers Jean-Jacques Servan-Schreiber, le Parti Radical, à l'unanimité, le soutenait.
Ce n'est pas moi qui te rappellerai Bordeaux.
(Applaudissements)
En même temps, en ce qui concerne les jeunes, c'est vrai que les dirigeants des groupuscules ou des groupes gauchistes qui sont pour ma part, des farceurs et des gens qui exploitent d'une manière éhontée 1'aspiration et le sentiment de toute une jeunesse et notamment des travailleurs à changer quelque chose dans ce pays, et qui ressentent durement la crise de société que nous traversons, eh bien le Parti et la Direction nationale auraient davantage dû se diriger dans cette direction, plutôt que de laisser se fourvoyer des jeunes que, bien sûr, si nous le pouvons et si nous le voulons, nous récupérerons et qu'il n'aurait pas été plus mal de faire rapidement.
En ce qui concerne les élections municipales, ce n'est absolument pas la peine d'épiloguer.
Nous nous sommes abstenus pendant toute la période des élections municipales de dire quoi que ce soit qui puisse gêner, où que ce soit, un camarade du Parti.
Seulement nous avons dit, et j'étais de ceux qui à la Commission des résolutions, avaient dit que le texte qui est en train de se rédiger permettra des entorses à la ligne d'Issy-les-Moulineaux, et je suis convaincu qu'à travers les villes importantes qui ont été perturbées ce jour-là, l'échec a commencé à se dessiner.
(Quelques applaudissements)
En ce qui concerne, maintenant, le travail matériel, je déplore qu'en dix-huit mois, à la Cité Malesherbes, il n'y ait pas eu un seul tract, si ce n'est un papier qui ne voulait rien dire et que l'UDR aurait pu imprimer sur les élections municipales, pas une seule affiche, rien au plan de la propagande, et si, dans certaines fédérations puissantes ou même à Paris, nous pouvions avoir notre propre matériel, je connais de nombreuses fédérations de province qui ont soif d'informations, qui ont soif de circulaires ne remontant pas aux Calendes grecques, et qui pourraient ainsi en disposer.
J'en reviens maintenant à la préparation du Congrès.
Je suis en train de me demander si ce n'est pas une opération discrète qui est en train de se mener, qui est seulement réservée aux seuls initiés.
Je déplore qu'il n'y ait pas eu une propagande plus grande depuis deux mois. Bien sûr, il y avait les élections municipales qui nous préoccupaient, qui nous occupaient et qui nous surchargeaient, mais depuis, j'estime qu'à travers les

Collection Jean Jaurès

conférences de presse ou la Délégation nationale, un matériel de propagande, des meetings, des réunions publiques, des déclarations à la radio, auraient pu, en réalité, drainer vers 1'organisation que nous voulons créer, un puissant mouvement d'adhésion, car il est beau de dire qu'on veut rééquilibrer la Gauche, à partir du moment où on fait tout pour qu'en fait peu de gens viennent à l'organisation nouvelle concrète. Voilà ce que je voulais dire en ce qui concerne le passé et le futur. Je suis de ceux qui sont convaincus, parce qu'ils disent ce qu'ils croient, qu'effectivement c'est sur le texte de l'unité et rénovation, et parce que nos positions sont bien claires et que vous les connaissez depuis des années, que, ensemble, nous pourrons faire un excellent travail.
(Applaudissements)

Le président – La parole est à notre camarade Alain Savary, Premier Secrétaire.

Alain Savary

Camarades, je remercie Georges Sarre d'avoir quelque peu animé le débat et posé quelques questions. J'aurais souhaité qu'elles fussent plus généralisées.
Je reviendrai, à la fin de mon intervention, aux points qu'il a évoqués, mais, pardonnez-moi, je voudrais d'abord être un peu plus terre à terre et répondre aux questions qui ont été posées.
En ce qui concerne les questions de Perrussel, le manque de clarification, et il a abordé à cette occasion les problèmes des élections de Nancy, je voudrais préciser que le Comité directeur a désigné un groupe de travail composé de Cazelles, Notebart, Verdier, qui doit faire rapport non seulement sur ce problème mais sur celui de Bastia, de Nice, et également sur le problème de la fédération de Paris, car je voudrais dire – je crois que c'est Guidoni qui en a parlé, il a parlé de hâte à se saisir de l'affaire parisienne au détriment des autres problèmes – que tous ces problèmes ont été abordés de front par ce groupe de travail. Je voudrais ajouter, en ce qui concerne la fédération de Paris, qu'il ne s'agit pas là seulement d'un problème de comportement aux élections municipales, mais de plaintes exprimées par des camarades de la fédération de Paris sur les méthodes employées par cette fédération.
Je ne préjuge pas des résultats du groupe de travail qui a été constitué pour en connaître, mais le Parti sera la conclusion de ce groupe de travail, et j'ajoute, puisque Perrussel a évoqué ce problème, qu'en ce qui me concerne, je n'ai pas varié de position quant au jugement que je porte sur ce qui se fait à Nancy, et que je continue de désapprouver ce qui a été fait.
Second point, il a parlé des tendances organisées, en parlant de la sienne propre, et en trouvant les autres mauvaises. Je voudrais également dire très clairement ma pensée. Il n'y a pas de bonne tendance au Parti. Ou nous changeons le statut et nous codifions le système des tendances, ou nous appliquons le statut et nous considérons qu'il n'est pas correct que certains en constituent, alors que d'autres ne le font pas.
Je souhaite que le prochain Congrès, ou en tout cas les prochains responsables, se saisissent de ce problème… (quelques applaudissements)… parce qu'on met

Fondation Jean-Jaurès

en cause l'insuffisance des moyens du Parti.
Je voudrais que l'on fasse l'analyse des moyens qui sont demandés à des militants pour desservir ou servir telle ou telle publication où l'on met en cause le Parti et les responsables, et cela m'est égal, c'est de bonne guerre, mais où finalement on démoralise les militants en faisant appel à des contributions financières qui excèdent de beaucoup ce qu'ils peuvent faire pour le Parti, tout seuls.
(Vifs applaudissements)
Camarades, sur ce point, nous nous en expliquerons dans l'ensemble, mais je ne peux pas laisser dire qu'il y a des tendances correctes parce qu'elles suivent la voie d'Issy-les-Moulineaux et d'autres qui ne le sont pas. C'est la tendance en elle-même qui est condamnable, sauf si le Parti en décide autrement.
Je voudrais maintenant aborder des problèmes difficiles pour lesquels je vous demande toute votre attention, à partir de l'intervention précise et brève de notre camarade Matray.
Il a. évoqué les problèmes que pose la préparation du Congrès d'unité dans la fédération du Rhône, et ces problèmes, beaucoup d'entre vous les connaissent.
Sur un point précis, celui du mode de représentation, je voudrais préciser à notre assemblée qu'un texte de la Délégation nationale pour l'unité socialiste, a précisé le point suivant : dans la pratique, tous les membres du Parti Socialiste et de la Convention du département ne pourront pas participer personnellement au Congrès départemental. Ils s'y feront donc représenter par des délégués, désignés au cours de rencontres locales, qui seront porteurs de leurs mandats.
Ce texte est sans ambiguïté, nous n'aurions pas transigé sur le principe de démocratie évident, sauf lorsqu'il y a dispersion des militants à travers un département, impossibilité matérielle de les réunir dans une même salle ou de leur demander la contribution financière qui permettrait ce déplacement, c'est par la Délégation démocratique qu'ils seront représentés au congrès départemental.
Je vous cite ce texte, il vous sera confirmé, nous le reprendrons auprès de nos partenaires, au sein de la Délégation, mais c'est un point sur lequel il n'est pas possible de transiger et je veux croire que ce qui s'est passé dans certains départements tient à une mauvaise information de la part d'autres organisations.
D'autre part, je ne crois pas qu'il faille aborder maintenant le problème des cotisations à payer à la suite. Tenons-nous-en, parce que nous voulons l'unité, à quelques points essentiels qui la rendront possible et laissons le soin au Congrès d'unité de prévoir les modalités pratiques qui feront en effet qu'on évitera ce risque qu'il y ait dans le Parti, au lendemain d'Epinay, des militants à statut différencié, ceux qui auront payé des cotisations et ceux qui n'en auront pas payé. C'est un problème sérieux, mais je crois qu'il n'est pas bon à l'heure actuelle de le poser en préalable.
Je voudrais cependant préciser que nous l'avons évoqué au cours des discussions avec nos partenaires de la Convention et également ceux qu'on appelle les inorganisés.
En ce qui concerne les effectifs, j'ai dit ce matin que nous déplorions le fait que

les effectifs nationaux et les effectifs départementaux de la Convention ne nous étaient pas encore connus, ne nous avaient pas été communiqués et je ne puis que vous redire aujourd'hui que nous avons l'engagement qu'ils seront communiqués le 17 mai.
Reste un point très important que j'ai évoqué ce matin, qui est celui des délégués et de leur rôle.
Vous êtes en possession du texte décidé par le Comité directeur à Avignon, par 30 voix contre 3 abstentions, ou avec 3 abstentions, et qui tient compte, comme je l'ai dit ce matin, des effectifs du Congrès.
Un camarade de la Loire-Atlantique, ce soir, a dit : mais enfin, ce n'est pas possible, il y aurait donc des gens délégués de droit et les congrès départementaux n'auraient pas la liberté de choisir les délégués qui leur conviennent !
Eh bien, camarades, c'est la décision que le Parti a prise en pleine conscience, afin d'assurer à nos partenaires que la loi du nombre ne les écraserait pas. Cela pose des problèmes, mais là aussi, du moins pour celui là, je dis que c'est un problème mineur, que si nous voulons que ce Congrès d'unité soit vraiment un Congrès d'unité, il fallait, en effet, assurer à ceux qui sont numériquement minoritaires, la certitude qu'ils pourraient être présents au Congrès et y intervenir, et le rapport numérique qui a été choisi me parait traduire, de la part de nos partenaires, une marque de raison, lorsqu'il se traduit par 800 socialistes, 100 conventionnels et éventuellement 150 ou 100 inorganisés suivant leurs effectifs dûment recensés.
Mais là où nous avons une difficulté réelle, et bien sûr, on peut s'en remettre au Congrès pour la trancher, c'est lui en fait qui la tranchera, car il est souverain et nous ne pouvons pas nous y substituer, c'est sur le rôle de ces délégués pour l'élection au Comité directeur.
Camarades, lorsque ces problèmes ont été évoqués à la délégation, les membres du Parti qui siégeaient à cette délégation ont donné un accord de principe sur le rôle des délégués y compris celui du vote au Comité directeur.
Nous en avons débattu au Bureau et au Comité directeur dans la séance que nous avons tenue hier et je crois bon de mettre notre assemblée au courant des problèmes qui se sont posés.
Certains camarades, et s'ils souhaitent, non pas m'interrompre, mais apporter leur contribution au débat, ils le pourront, ont estimé que les proportions retenues par le texte du 4 février que vous avez entre les mains amenait une distorsion, pour employer un mot à la mode, excessive entre les petites et moyennes fédérations et les grandes fédérations, et ils ont souhaité que lorsqu'il s'agirait du mode de votation au Comité directeur, un autre système soit trouvé qui rétablisse un équilibre plus équitable.
Je rappelle que nos statuts du Parti Socialiste prévoient un délégué de droit pour les effectifs de 50 à 100 adhérents et que dans les statuts qui inspirent en partie les statuts du Parti Socialiste, je veux dire ceux de la SFIO, les principes avaient été déjà appliqués de permettre aux petites fédérations de bénéficier d'une délégation de droit qui rétablirait un certain équilibre.

Dans le travail qui a été fait par et pour le Comité directeur, on a finalement doublé les délégués de droit pour les porter à deux et on a contrevenu à une règle antérieure qui était que seules les fédérations ayant un minimum de 50 adhérents pouvaient être représentées au Congrès.
Il y a là un problème que je ne veux pas dissimuler, un premier problème au sein de notre Parti, mais également un problème avec nos partenaires, qu'ils soient conventionnels ou qu'ils proviennent des inorganisés.
Le Comité directeur a décidé de demander au Bureau de reprendre la question en liaison avec nos partenaires, afin de rechercher une solution qui, sans remettre tout en cause, corrigerait une disparité jugée excessive, tout en conservant la prime de base nécessaire pour permettre aux petites fédérations d'être représentées.
Camarades, nous entrons là dans un domaine qui n'est pas simple, car c'est d'abord une question d'équité, c'est aussi une question mathématique, et c'est enfin une question politique.
Je voudrais m'en tenir aux deux premiers aspects et demander à nouveau si les camarades qui ont souhaité, et je m'y suis prêté, parce qu'il est nécessaire que le Parti arrive à cette affaire de l'unité dans les meilleures conditions, présenter les thèses qui sont les leurs, veulent à ce moment de la discussion prendre la parole ?
S'il n'en est pas ainsi, je ne puis que préciser que c'est cette semaine que le Bureau refera à nos partenaires des propositions, mais je voudrais préciser alors ma position personnelle : nous avons reconnu à la Convention et aux inorganisés le droit à un certain nombre de délégués. Il ne me parait pas possible qu'il y ait entre les délégués de diverses origines des droits différents, suivant leur appartenance initiale. C'est un premier point.
Deuxième point : il ne me parait pas possible qu'en ce qui concerne le vote au Comité directeur, et là encore les droits de la première journée du Congrès demeurent intégraux, on puisse imaginer que des délégués de la Convention, alors que nous avons été d'accord pour que dans une proportionnelle intervenant sur les 100 délégués qui sont les leurs, ils les affectent au département où ils se jugeaient bien représentés, puissent avoir des droits diminués par rapport à la fédération du Parti Socialiste qui se trouve dans le même département.
Camarades, je vous demande dans cette affaire, sans pouvoir, et je m'en excuse, vous présenter plus clairement un problème qui n'est pas simple, de permettre aux délégués du Parti de s'inspirer de cette considération et de ne pas remettre en cause l'essentiel de ce qui a été acquis, c'est-à dire le nombre de délégués de droit qui correspond à la garantie des organisations qui viennent avec nous constituer le nouveau Parti, deuxièmement, de rechercher une solution qui soit plus équilibrée entre une prime que certains jugent excessive pour les petites fédérations, mais en même temps le non retour à une proportionnelle absolue, qui, finalement, écraserait les petites fédérations. Ceci n'étant de l'intérêt de personne et je vous supplie de croire qu'il n'y a pas dans mes propos la moindre arrière pensée politique, car je suis bien incapable d'en déduire les conséquences quant à un vote au Comité directeur.

Voilà sur les points qui ont été évoqués et, puisque personne ne souhaite apporter un complément de question, l'état de cette affaire, qu'il importe de régler le plus vite possible, d'abord au sein du Parti et ensuite en informant loyalement nos partenaires de l'état des choses, afin que nous ne buttions pas, au Congrès d'Epinay, ce qui serait navrant, incompréhensible pour l'opinion, sur cette cause d'échec qui, avec les difficultés d'une assemblée qui comporte 1 000 personnes, risquerait d'envenimer peut-être de façon irréparable les conditions du Congrès d'unité.
C'est, camarades, à l'heure actuelle, avec le problème du déroulement des Congrès départementaux, point sur lequel je crois vous avoir répondu, l'affaire la plus délicate qui subsiste au sein du parti et dans les rapports avec nos partenaires.
Je ne voudrais pas reprendre l'ensemble des autres questions qui ont été évoquées et je pense maintenant pouvoir arriver à une conclusion.
Je me suis interdit, camarades, d'évoquer les problèmes du prochain Congrès, parce que nous nous y affronterons, nous discuterons, mais je ne pense pas, en ce qui me concerne, avoir le droit de transformer cette réunion en pré-Congrès, mais je voudrais répondre à certains points...
Je m'excuse, on a posé le problème de l'article 88 des statuts et la question de savoir pourquoi et comment on pouvait discuter des statuts.
Je voudrais préciser qu'en conformité de l'article qui prévoit justement qu'avec un délai de trois mois il est possible d'engager une réouverture de la discussion sur les statuts, – et j'ajoute que le Congrès d'Issy-les-Moulineaux avait d'ores et déjà affirmé qu'en ce qui concerne en particulier le problème de la représentation régionale, le prochain Congrès devrait aborder ces problèmes – nous avons par une circulaire, qui a été envoyée dans le Parti, ouvert le terme de discussion, conformément à l'article 88 des statuts...

Un délégué - Un membre du Parti ne peut pas prendre position.

Alain Savary – Pardon ! Nous avons rouvert la discussion et là je crois qu'il ne faut pas ruser : ou l'on veut que ce Congrès d'unité se fasse, ou on ne le veut pas. Je suis de ceux qui souhaitent qu'il se fasse …(applaudissements)… et je suis de ceux aussi, et ce n'est pas seulement ici que je l'ai dit, mais également à nos partenaires, qui pensent que les statuts du Parti Socialiste tels qu'ils sont sont amendables, mais qu'il serait déraisonnable et en tout cas je ne m'y prêterai pas, de les remettre en cause pour l'essentiel, et c'est pourquoi, sauf s'il devait surgir je ne sais quel incident ou quelle manœuvre, en fait, avec un effort de volonté, de bonne volonté, nous devons, le premier jour du Congrès, limiter la remise en cause des statuts du Parti Socialiste à deux ou trois points sur lesquels le Congrès tranchera souverainement.
Nous devons avoir, tout en disant comme je l'ai fait, que ce Congrès pour nous est le deuxième Congrès du Parti Socialiste, également le respect de nos partenaires et faire en sorte que la poursuite du Parti dans ses structures et dans ses statuts résulte d'un accord contractuel, d'un accord démocratique, tel qu'il

ressortira d'un vote du Congrès souverain.
Camarades, j'en reviens à ma conclusion, en reprenant dans les critiques qui ont été faites, les points les plus importants.
Aussi bien Guidoni que Sarre, ont mis en cause les conditions dans lesquelles le débat avec le Parti Communiste avait, ou n'avait pas reçu une publicité suffisante.
C'est un reproche qui vient de divers côtés et je voudrais reprendre ce que j'ai évoqué ce matin qui est le point suivant : le débat ne peut être public et ne peut être utile qu'à condition qu'il s'établisse sur des documents faisant apparaître clairement convergences et divergences.
Camarades, je soutiens et je réaffirme, que le débat est devenu public du moment où le premier bilan a été publié car c'est à partir de cela que l'on peut discuter en connaissant les positions des autres et en ayant réaffirmé les positions qui sont celles du Parti Socialiste, sans quoi c'est un combat à la manière des héros d'Homère où l'on se renvoie des arguments sans avoir jamais trouvé le point d'affrontement, le point de contestation, et lorsque nous serons appelés, lors du prochain Congrès, à aborder les problèmes de méthode, vous ne serez pas surpris que je propose que l'on tire de cette première expérience les leçons : peut-être plus de rapidité, sans doute moins de groupes et de sous-groupes, mais en même temps cette volonté de permettre au Parti et à l'opinion de juger et d'apprécier, en fonction de problèmes clarifiés et non pas dans un magmas où chacun recherchera ce qu'il veut et non pas ce que le pays, ce que le Socialisme français et le Socialisme européen attendent.
Je prétends donc, et c'est la réponse qui m'a été posée, que le débat n'a peut être pas été mené de façon parfaite, mais qu'il a contribué à vous permettre, même si vous êtes contre la poursuite du dialogue, même si vous êtes contre l'hypothèse d'une entente, un jour, avec le Parti Communiste, à ceux-là même qui sont contre, il a fourni la matière qui leur permet de poursuivre le dialogue et c'est pourquoi je suis pour qu'on le poursuive dans ces conditions.
Camarades, Sarre a dit aussi, et je suis sensible à ce reproche, qu'à travers les lectures du "Monde", il a eu ce pénible sentiment que le Parti Socialiste, ou le Premier Secrétaire, lançait des appels du pied au Parti radical.
Eh bien, Georges Sarre, j'ai exécuté les décisions du Congrès d'Issy-les-Moulineaux !
Nous avions dit, à cette époque, que le dialogue que nous recherchions avec le Parti Communiste n'était pas et ne devait pas être exclusif et ne devait pas nous couper des démocrates qui, avec nous, pouvaient avoir des terrains de combats communs contre certains effets du capitalisme. C'est en fonction de ce mandat d'Issy-les-Moulineaux que les débats étaient menés et je ne crois pas que le Parti se soit abaissé car, en ne se mettant pas sur le même pied que Jean-Jacques Servan-Schreiber, je crois, au contraire que, quand on est le Parti Socialiste, on sait dépasser ces accidents et que l'on recherche l'essentiel à travers les caprices des autres, pour parvenir à ce qui doit demeurer l'objectif, faire en sorte que se dégage dans ce pays une majorité qui ne peut se faire qu'avec les Radicaux. Et je dois dire que les droits du Parti sont préservés car c'est à lui d'apprécier, ce

sera à lui d'apprécier les termes de l'accord politique et le cadre dans lequel cet accord politique devra être conclu, le moment venu.
C'est donc un reproche que je n'accepte pas.
En ce qui concerne le problème de Paris, et le reproche là aussi de je ne sais quelle vindicte que nous aurions exercée à l'endroit de cette fédération, je voudrais dire que la lettre de la fédération de Paris exposant les conditions de la conclusion des accords municipaux a été reçue par le Secrétariat, transmise au groupe de travail compétent, et quand on nous reproche de ne pas mener de façon convenable le dialogue avec le Parti Communiste, je voudrais répondre qu'en ce qui me concerne, et en ce qui concerne l'équipe solidaire, nous ne pensons pas non plus, quelles que soient les explications fournies par Georges Sarre, que d'avoir accepté que dans Paris toutes les têtes de liste soient Communistes soit véritablement la meilleure manière d'affronter les problèmes de l'union de la Gauche.
(Applaudissements)
Sarre m'a fait l'amitié de dire franchement ce que d'autres pensent tout bas ; je lui en sais gré, et qu'il ne m'en veuille pas si je lui réponds puisqu'il a permis cette discussion. J'ai noté que nous aurions donné du Parti, l'équipe et moi-même, une image voilée, indiscernable, que le Parti est absent du débat politique, des luttes sociales, qu'il n'a pas de position claire, tranchée, qu'il est frappé d'une hésitation permanente ; en un mot, qu'il est atteint d'immobilisme.
Camarades, sur le plan parlementaire, et ce n'est pas le seul, je crois qu'on a redit ce matin le combat qui a été mené, ne serait-ce que le fait de cette dernière motion de censure qui a affirmé la volonté du Parti Socialiste de ne pas laisser prescrire les droits du Parlement, même si cela n'a pas été facile, et également de contraindre chacun à prendre position par rapport au Gouvernement.
En ce qui concerne les débats et les luttes sociales, je voudrais dire que le Parti en tant que Direction nationale ne peut pas se substituer aux fédérations. J'ai déploré ce matin le laxisme qui existait, mais ce n'est pas pour autant prétendre que notre Parti peut agir localement à la place des fédérations qui ne le feraient pas.
L'image peut être, certes, améliorée, mais elle ne le sera qu'à la condition qu'on comprenne, et que chacun le comprenne, qu'un parti, par l'expression de ses responsables, ne peut pas avoir une image différente de ce qu'il est en réalité. Il ne faut pas compter sur moi ou sur les camarades pour faire je ne sais quelle déformation, anticipation de ce qu'est véritablement le Parti, et nous savons les uns et les autres que s'il y a entre nous l'unité d'appartenance qui fait que nous sommes ensemble, il y a des divergences politiques graves et incontestables, et que le rôle que je me suis attribué de par votre volonté a été de faire en sorte que le Parti se restructure, s'affirme davantage, et j'ai eu le souci de ne jamais rien faire qui puisse le casser.
(Applaudissements)
Je ne crois pas l'avoir fait en donnant cette image voilée, indiscernable, et je me suis efforcé de faire en sorte qu'en effet des oppositions incontestables ne conduisent pas à une neutralisation. Et là, camarades, les responsables avaient la

décision ; c'était la décision du Congrès d'Issy-les-Moulineaux, et je pense que dans l'ensemble elle a été appliquée, et elle n'était pas, elle, neutre, voilée, indiscernable !
Ce travail, camarades, ne pensez pas qu'il soit toujours plaisant. Il était nécessaire, je le crois encore utile, pour moi ou d'autres, car personne n'éludera les réalités sociologiques, politiques de ce qu'est notre Parti.
Je n'ai pas de vocation au travail de Pénélope ; je n'ai pas non plus ni le goût, ni la vocation de jouer le rôle d'arbitre. Il semble que lorsque les batailles se précisent, il y ait des candidats à ce rôle.
Dans cette affaire, camarades, pour qu'il y ait débat, je préfère un joueur, au sens propre du mot, c'est-à-dire actif.
Mais je me suis présenté devant vous en tant que comptable d'un parti en fait divisé, et nous le savons.
Mais ceci ne me conduit pas au pessimisme, car, camarades, nous avons surmonté ces divisions pendant ces deux dernières années, par des efforts de chacun, et s'il y a eu quelques bavures, finalement, par un effort de discipline qu'il faut souligner, que l'on peut peut-être améliorer mais qui demeure le signe que notre Parti n'est pas un club, qu'il est une organisation politique, composée d'hommes qui rendent compte à la démocratie de leur organisation.
Camarades, je ne crois pas avoir fardé les difficultés, ni pour le Congrès d'unité, ni pour la situation du Parti, et je pense que pendant ces semaines qui nous séparent la clarté, loin de nuire à l'unité du Parti, pourra au contraire y contribuer si elle est assortie de la discipline, et si chacun est prêt à se soumettre à la loi, la seule, celle des militants et celle de la base.
(Vifs applaudissements)

Le président – Je remercie notre camarade Savary de son intervention, je vous remercie tous de votre attention, et je déclare la Journée nationale d'information close.

Coll. Fondation Jean Jaurès